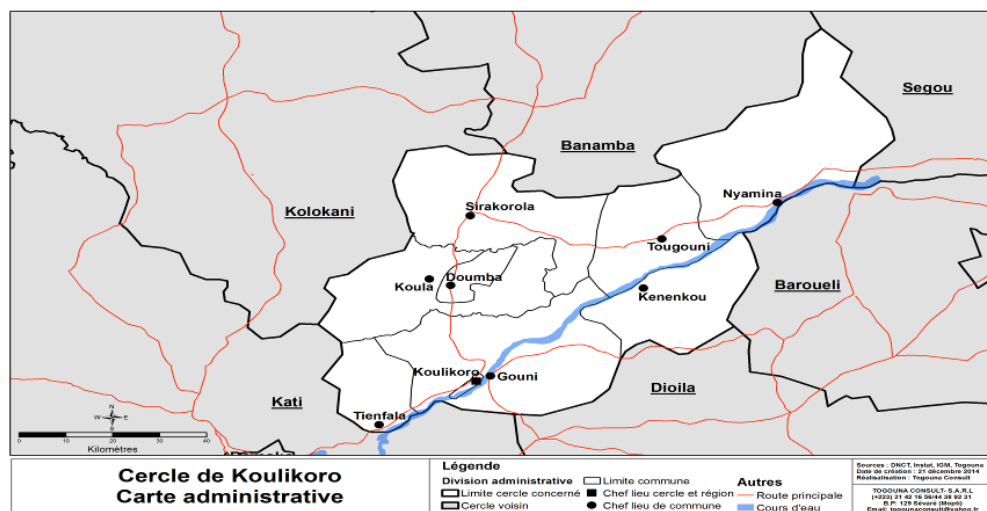


21 MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET
DE LA DÉCENTRALISATION
RÉGION DE KOULIKORO
CERCLE DE KOULIKORO

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi



SCHEMA LOCAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DU CERCLE DE KOULIKORO

Version finale



TOGOUNA CONSULT S.A.R.L.
BUREAU D'INGENIERIE AU SERVICE DU
DEVELOPPEMENT LOCAL ET RURAL.
Tél /Fax : (+223) 21 42 16 56 ; 44 38 92 31 B.P: 129 Sévère (Mopti)
Email togounaconsult@yahoo.fr

Juin 2015

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES CARTES :	4
SIGLES ET ABBREVIATIONS	5
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
II. RAPPEL DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE	8
III. OBJECTIFS DU SCHEMA D'AMENAGEMENT	9
CHAPITRE I. SYNTHÈSE DU BILAN DIAGNOSTIC	11
1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE	11
1.2 ORGANISATION ADMINISTRATIVE	11
1.3 ENVIRONNEMENT NATUREL	13
1.3.1 Climat, zones bioclimatiques et agro-écologiques	13
1.3.2 Les ressources en eau, les bassins versants et zones humides	15
1.3.3 Les caractéristiques géomorphologiques du cercle de Koulikoro	15
1.3.4 Végétation, faune	18
1.3.5 Caractéristiques démographiques et établissements humains	20
1.4 LES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET LE GENRE	22
1.4.1 Santé	22
1.4.2 Education et formation	24
1.4.3 Hydraulique, hygiène et assainissement	24
1.6 LE SECTEUR DE PRODUCTION	27
1.7 ARTISANAT, INDUSTRIES, COMMERCE ET TOURISME	30
1.7.1 Le secteur de l'artisanat	30
1.7.2 L'industrie	30
1.7.3 Le commerce	30
1.7.4 Le tourisme	30
1.8 MINES ET ÉNERGIE	30
1.9 TRANSPORT ET COMMUNICATION	31
1.10 GOUVERNANCE, PAUVRETE ET SECURITE	33
CHAPITRE II : LES PROBLÉMATIQUES MAJEURES D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU CERCLE	34
2.1 LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE	35
2.1.1 UNE SITUATION DE CRISE DE TERRE DOUBLÉE D'UN SURPÂTURAGE ET D'UNE SUREXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES	36
2.1.2 DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DOMINÉS PAR UNE AGRICULTURE PLUVIALE ASSEZ EXTENSIVE AVEC UN ÉLEVAGE EXTENSIF, CONDUISANT PAR ENDROITS À DES DÉFICITS CÉRÉALIERS, MALGRÉ L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES CULTURES DE RENTE	37
2.1.3 DES BESOINS EN SERVICES SOCIAUX DE BASE PEU SATISFAITS,	39
2.1.4 L'OCCUPATION ET UN FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE DU CERCLE CONTRAIRES PAR L'INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES ET LE POIDS EXCESSIF DE BAMAKO	40
2.1.5 INSUFFISANCE DE LA GOUVERNANCE, PROBLÉMATIQUE SECURITAIRE ET L'AMPLEUR DE LA PAUVRETE	40
CHAPITRE III. PROSPECTIVE TERRITORIALE DU CERCLE	41
3.1 LES ENJEUX	41
3.2 LA VISION DU SCHEMA	42
3.3 LES SCENARIOS	42
3.3.1 SCENARIO 1 : POURSUIVRE DES TENDANCES ACTUELLES ET LE CERCLE SUBIT LES ÉVÉNEMENTS :	42
3.3.2 SCENARIO 2 : MIRAGE DES CULTURES DE RENTE ET LE POIDS ÉCRASANT DE BAMAKO	43
3.3.3 SCENARIO 3 : LE CERCLE ÉMERGENT	45

CHAPITRE III : LES GRANDES ORIENTATIONS ET LES AXES D'AMENAGEMENT52

ORIENTATION I. PROMOUVOIR ET VALORISER LES PRODUITS DU SECTEUR RURAL TOUT EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT	53
AXE 1 : DEVELOPPER ET INTENSIFIER LES PRODUCTIONS AGRICOLES.....	53
AXE 2 : PROMOUVOIR LE SECTEUR PRIVE DANS LES FILIERES DE PRODUCTIONS VEGETALES COMME MOYEN DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE CREATION DE RICHESSES ;	54
AXE 3 : AMELIORER LES PERFORMANCES DE L'ELEVAGE, A TRAVERS UNE MEILLEURE VALORISATION DES RESSOURCES PASTORALES DISPONIBLES (PATURAGES, EAU, CHEPTEL) ET LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE DANS LES FILIERES D'ELEVAGE ;	54
AXE 4 : AMELIORER LES PERFORMANCES DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES A TRAVERS LA MODERNISATION DE LA PECHE ARTISANALE ET L'AQUACULTURE :	55
AXE 5 : PRESERVER L'ENVIRONNEMENT PAR LA GESTION RATIONNELLE DES TERRES ET DE LA FLORE	55
ORIENTATION II : AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (SANTÉ, EDUCATION, EAU POTABLE) ET A L'ENERGIE.....	57
AXE 6 : RENFORCER ET AMELIORER LE SYSTEME DE SANTE, EN L'ADAPTANT AUX CONDITIONS DU MILIEU, AUX ENJEUX LOCAUX ET REGIONAUX.	57
AXE 7 : RENFORCER ET AMELIORER LE SYSTEME DE L'EDUCATION, ET DE LA FORMATION EN L'ADAPTANT AUX CONDITIONS DU MILIEU, AUX ENJEUX LOCAUX ET REGIONAUX POUR ACCROITRE LES TAUX D'ALPHABETISATION ET DE SCOLARISATION ET ASSURER L'EDUCATION DE QUALITE POUR TOUS	58
AXE 8 : PROMOUVOIR L'ACCES DU PLUS GRAND NOMBRE A L'EAU POTABLE, A L'HYGIENE ET A L'ASSAINISSEMENT EN PROMOUVANT DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT ADAPTES ;	59
ORIENTATION III : DESENCLAVER LE CERCLE ET ASSURER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS.....	60
AXE 9 : DESENCLAVER LE CERCLE	60
AXE 10 : IMPLICATION DES COLLECTIVITES, DE LA SOCIETE CIVILE ET LA POPULATION DANS LA GESTION DE LEUR SECURITE	60
ORIENTATION IV : VALORISER L'IMAGE DU CERCLE ET SES SPECIFICITES TERRITORIALES A TRAVERS UN ACCUEIL DE QUALITE.....	61
AXE 11 : PROMOUVOIR L'ECONOMIE MINIERE A TRAVERS LA DIVERSIFICATION ET VALORISER LES RESSOURCES DU SOUS-SOL PARALLELEMENT AU DEVELOPPEMENT RURAL POUR ACCELERER LA CREATION DE RICHESSES ET ASSOIR LES BASES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU CERCLE	61
AXE 12 : RENFORCER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME POUR EN FAIRE DES CRENEAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE;	61
ORIENTATION V : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE : UNE GOUVERNANCE AMELIOREE GARANTISSANT LA SECURITE, LE DEVELOPPEMENT ET LA PAIX SOCIALE	62
AXE 13 : MOBILISATION DES RESSOURCES ET ANIMATION DES ORGANES DE COORDINATION	62

CHAPITRE IV : SCHEMA DE STRUCTURE63

CHAPITRE V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE66

5.1 LA DIFFUSION ET LA COMMUNICATION	66
5.2 LA MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES	66
5.3 LE FINANCEMENT	67
5.3.1 L'ÉTAT	67
5.4 LES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	67

CHAPITRE VI. LE SUIVI ET L'EVALUATION DU SCHEMA.....68

5.5 LES PHASAGES DU SLAT ET LES OUTILS DE MISE EN ŒUVRE.....	68
5.6 LES ORGANES.....	69
5.7 LES ACTEURS.....	70

BIBLIOGRAPHIE71

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau N° 1: Les hypothèses liées aux scénarios d'aménagement et de développement du cercle de Koulikoro</u>	47
<u>Tableau N°2 : Synthèse de l'orientation I</u>	56
<u>Tableau N°3 : synthèse orientation II</u>	59
<u>Tableau N° 4 : synthèse orientation III</u>	60
<u>Tableau N°5 : synthèse orientation IV</u>	62
<u>Tableau N°6 : synthèse orientation V</u>	62
<u>Tableau N°7 : Composition et rôle du CLOCSAD</u>	69
<u>Tableau N°8 : rôles des acteurs</u>	70

LISTE DES CARTES :

<u>Carte n° 1 : Localisation du cercle</u>	11
<u>Carte n° 2 : Carte administrative du cercle</u>	12
<u>Carte n° 3 : Zone climatique</u>	14
<u>Carte n°4 : Relief et hydrographie du cercle</u>	16
<u>Carte n°5 : Les sols du cercle</u>	17
<u>Carte n°6 : La couverture végétale du Cercle</u>	19
<u>Carte n°7 : Densité et armature urbaine</u>	21
<u>Carte n° 8 : Carte sanitaire de Koulikoro</u>	23
<u>Carte n° 9 : infrastructures hydrauliques</u>	26
<u>Carte n° 10 : Infrastructures de transport</u>	32
<u>Cartes n° 11 : zonage du cercle</u>	64
<u>Carte n°12 : carte de synthèse du cercle</u>	65

Code de champ modifié

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANICT	: Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
AR	: Assemblée Régionale
AT	: Aménagement du Territoire
CCOCSAD	: Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CCT	: Code des Collectivités Territoriales
CLOCSAD	: Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CNO	: Comité National d'Orientation
CNPD	: Commission Nationale de Planification et du Développement
CNPS	: Commission Nationale de la Planification et de la Statistique
CRA	: Chambre Régionale d'Agriculture
CRCM	: Conférence Régionale des Chambres de Métiers
CROCSAD	: Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSA	: Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCR	: Cadre Stratégique de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
CTDL	: Collectivités Territoriales et Développement Local
DCPND	: Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DNAT	: Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNTCP	: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DNUH	: Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat
DRPSIAP	: Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
ENP Mali 2025	: Etude Nationale Prospectives Mali 2025
FNACT	: Fonds National d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
GIE	: Groupement d'Intérêt Economique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PDESC	: Programmes de Développement Economique, Social et Culturel
PIRT	: Projet d'inventaire des ressources terrestres
PNACT	: Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales
PNAT	: Politique Nationale d'Aménagement du Territoire
PRECAGED	: Programme de Renforcement des Capacités Nationales pour une Gestion Stratégique du Développement
PTF	: Partenaire Technique et Financier
SADC	: Schéma d'Aménagement et de Développement des Cercles Tests
SCAT	: Schémas Communaux d'Aménagement du Territoire
SDAU	: Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SDU	: Schéma Directeur d'Urbanisation
SLAT	: Schémas Locaux d'Aménagement du Territoire
SNAT	: Schéma National d'Aménagement du Territoire
SRAT	: Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
SRAT	: Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
TDR	: Termes de Référence

PREMIERE PARTIE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis 1992, le Mali vit au rythme de la décentralisation. Conformément à la loi 2012-005 du 23 janvier 2012, portant modification de la loi 93-008 du 11 février 1993, déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales en république du Mali, les conseils de cercle comme les autres niveaux de collectivités territoriales ont une mission principale de conception, de programmation et de mise en œuvre de toute action de développement d'intérêt régional ou local.

Cette réforme institutionnelle fait intervenir en plus des collectivités :

- l'Etat et ses services qui assurent les fonctions régaliennes et l'appui-conseil aux collectivités territoriales ;
- les populations qui s'impliquent dans la planification et la mise en œuvre du développement ;
- la société civile qui joue son rôle d'accompagnement et de gestion des affaires parapubliques ;
- les Partenaires Techniques et Financiers qui offrent l'appui technique nécessaire et la mise à disposition de ressources financières complémentaires.

Ce processus fait constater plusieurs difficultés parmi lesquelles on peut citer entre autres :

- la faiblesse des cadres de planification ;
- la faiblesse des ressources financières ;
- l'absence de certains outils de planification stratégique (étude prospective, schéma d'aménagement du territoire, etc.) ;
- la difficulté d'articulation entre les différents niveaux de planification : local, régional et national.

Dans ce contexte, il est devenu impérieux d'insuffler aux collectivités territoriales une nouvelle dynamique de planification plus prévoyante et orientée vers la mise en place des conditions d'un développement durable.

Aujourd'hui, l'élaboration du schéma d'aménagement en termes d'orientations pour le développement du cercle, en cohérence avec le schéma d'aménagement du territoire de la Région est un enjeu important pour :

- fournir aux décideurs un éventail de scénarii de développement global compatible avec le niveau des ressources et la pérennité des supports de la production ;
- fournir aux décideurs des informations pertinentes en vue de procéder aux arbitrages nécessaires entre les différentes zones homogènes de développement ;
- fournir aux décideurs un cadre cohérent de référence pour la planification stratégique.

Ainsi, au regard de ce contexte, le Conseil de cercle de Koulikoro a jugé nécessaire de confier au bureau d'études «Togouna Consult », ayant des compétences avérées en planification du développement, en conception, la conduite de la mise en œuvre de démarches méthodologiques pour l'élaboration du schéma local.

II. RAPPEL DE LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le processus d'élaboration du Schéma Local d'Aménagement du Territoire du cercle de Koulikoro a été organisé en quatre phases :

2.1 PHASE PRELIMINAIRE

Cette phase préliminaire a consisté à la gestion des aspects logistiques de la mission, à l'organisation de rencontres de validation de la méthodologie assortie des outils d'enquête et de collecte de données. La revue documentaire qui a démarré à cette phase s'est poursuivie pendant tout le processus.

2.2 PHASE D'ENQUETES ET D'ELABORATION DU BILAN DIAGNOSTIC

Toutes les données qui peuvent être utiles à la réalisation des tâches d'élaboration du SLAT ont été collectées à travers d'une part, des ateliers thématiques de diagnostic participatif complétés par des enquêtes, inventaires, entretiens individuels avec des personnes ressources dans le cadre d'un diagnostic technique réalisé par le consultant. Les caractéristiques physiques du cercle, la présentation générale de l'occupation des sols (culture, forêts, parcours, habitats, réseau routiers entre autres) ont été établies sur la base d'interprétation et d'analyse d'images satellitaires de haute résolution. Pour établir cet état des lieux, le consultant a procédé à la collecte exhaustive des données disponibles, aux niveaux des communes, du cercle, de la région et au niveau national. Les acteurs locaux, à travers le Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) de la région et, surtout les Comité Locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD) des cercles de Koulikoro, ont été fortement impliqués dans le processus et ont réalisé le diagnostic participatif. Placés sous l'égide des CLOCSAD, un atelier de validation du document de bilan diagnostic regroupant le maximum d'acteurs locaux et communaux de l'aménagement du territoire du cercle a été organisé. L'atelier de validation du document a été poursuivi par un atelier de planification. Ce qui a été l'occasion de dégager un projet de vision et les orientations du SLAT.

2.3 PHASE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE ET D'ELABORATION DU SCHEMA DE STRUCTURE

Cette phase est consacrée à une prospective participative pour une participation massive à la prise de décision. Ainsi, sur la base du document final du bilan diagnostic, le consultant a appuyé les acteurs locaux qui ont identifié et approuvé une vision à long terme de l'aménagement et du développement du cercle, les grandes orientations et les propositions de projets de territoires. Ils ont également engagé des réflexions pour permettre la production des scénarii d'aménagement partagés et le choix des scénarii les plus pertinents, aptes à assurer le développement durable du cercle. Sur la base des scénarii retenus, le schéma de structure a été élaboré avec un accent particulier sur les pôles de développement, les espaces économiques, l'armature urbaine et les éléments structurants.

2.4 PHASE VALIDATION, ADOPTION ET SUIVI – EVALUATION

Le cadre institutionnel du processus de validation, d'adoption, de mise en œuvre, de financement et de suivi – évaluation du SLAT a été conçu en règle avec les principes de la décentralisation. Le processus de validation a largement impliqué les différentes communes au sein du CLOCSAD. Le cadre de financement a été bâti sur une analyse du système de mobilisation des ressources internes et des capacités de financement des différents acteurs, notamment les Collectivités Territoriales concernées. Le système de

suivi – évaluation défini a été axé sur celui développé dans la PNAT en y intégrant une grande dimension de Gestion Axée sur les Résultats (GAR).

Ainsi, le document du Schéma Local d'Aménagement du Territoire du cercle de Koulikoro est structuré en trois parties :

- une synthèse du bilan diagnostic et les tendances d'évolution :
- le Schéma d'Aménagement du Territoire :
- le cadre d'opérationnalisation, de mise en œuvre, suivi – évaluation du SLAT

La collecte et l'analyse des informations ont été actives et inclusives. Elles ont vu la participation de tous les acteurs du cercle. Le diagnostic du cercle a permis de faire l'état des lieux du cercle tout en faisant ressortir d'une part les principaux atouts et contraintes et d'autre part, les principales tendances de développement du cercle.

En effet, dans le cercle de Koulikoro, des contraintes d'ordres naturels, socio-économiques et géographiques existent à côté de potentialités de production agro-pastorale, d'aménagements hydro agricoles, de ressources humaines qu'il importe de prendre en compte lors de la définition des grandes orientations d'aménagement du territoire.

III. OBJECTIFS DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT

Les objectifs visés par le SLAT du cercle de Koulikoro sont les suivants :

- fournir un cadre de cohérence aux actions de développement en permettant aux différentes planifications locales, régionales, nationales et sectorielles de s'articuler sur un objectif de développement durable ;
- assurer la protection et la restauration du capital productif (terres) et des écosystèmes pour une sécurité alimentaire renforcée et une amélioration substantielle des revenus des populations
- promouvoir la gouvernance territoriale et foncière en renforçant les capacités, dans un cadre de gestion durable des terres, la lutte contre la pauvreté de conditions de vie et de potentialité ;
- fournir un cadre de référence pour les décideurs, les agents d'encadrement des collectivités territoriales et les populations pour promouvoir et mieux conduire des actions de développement du cercle.

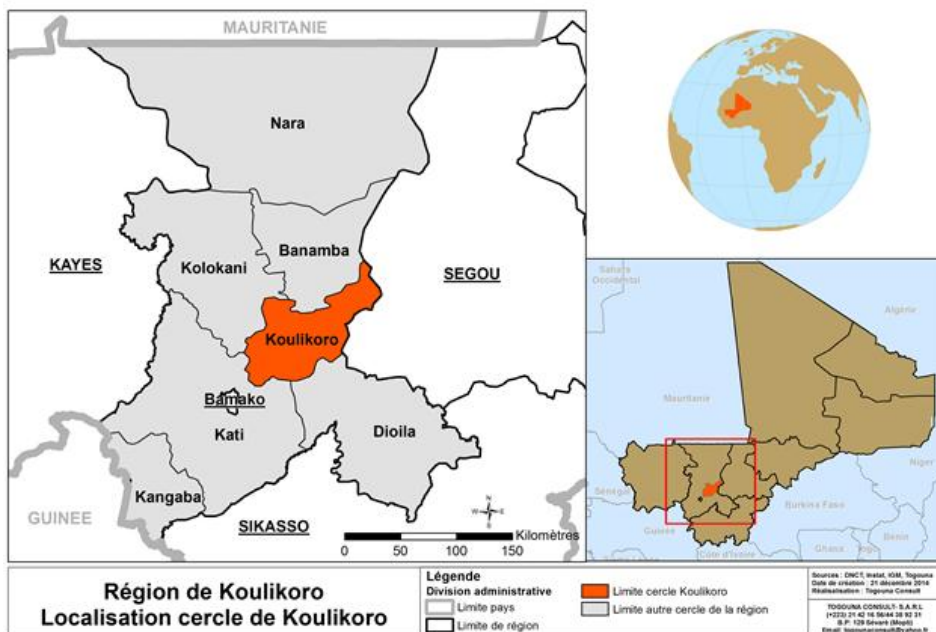
DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I. SYNTHESE DU BILAN DIAGNOSTIC

1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le cercle de Koulikoro est situé dans la partie Est de la Région entre : 13° 56' 41" Nord, 7° 37' 28" Ouest. Il est limité à l'Est par la région de Ségou, précisément le cercle de Baraouéli dans la région de Ségou, à l'Ouest et au nord-ouest par les cercles de Kolokani et de Kati, au Nord par le cercle de Banamba, au Sud et au Sud-ouest par les cercles de Dioila et de Kati. Il couvre une superficie de 7 260 km². La carte ci-dessous donne la localisation géographique du cercle.

Carte n° 1 : Localisation du cercle

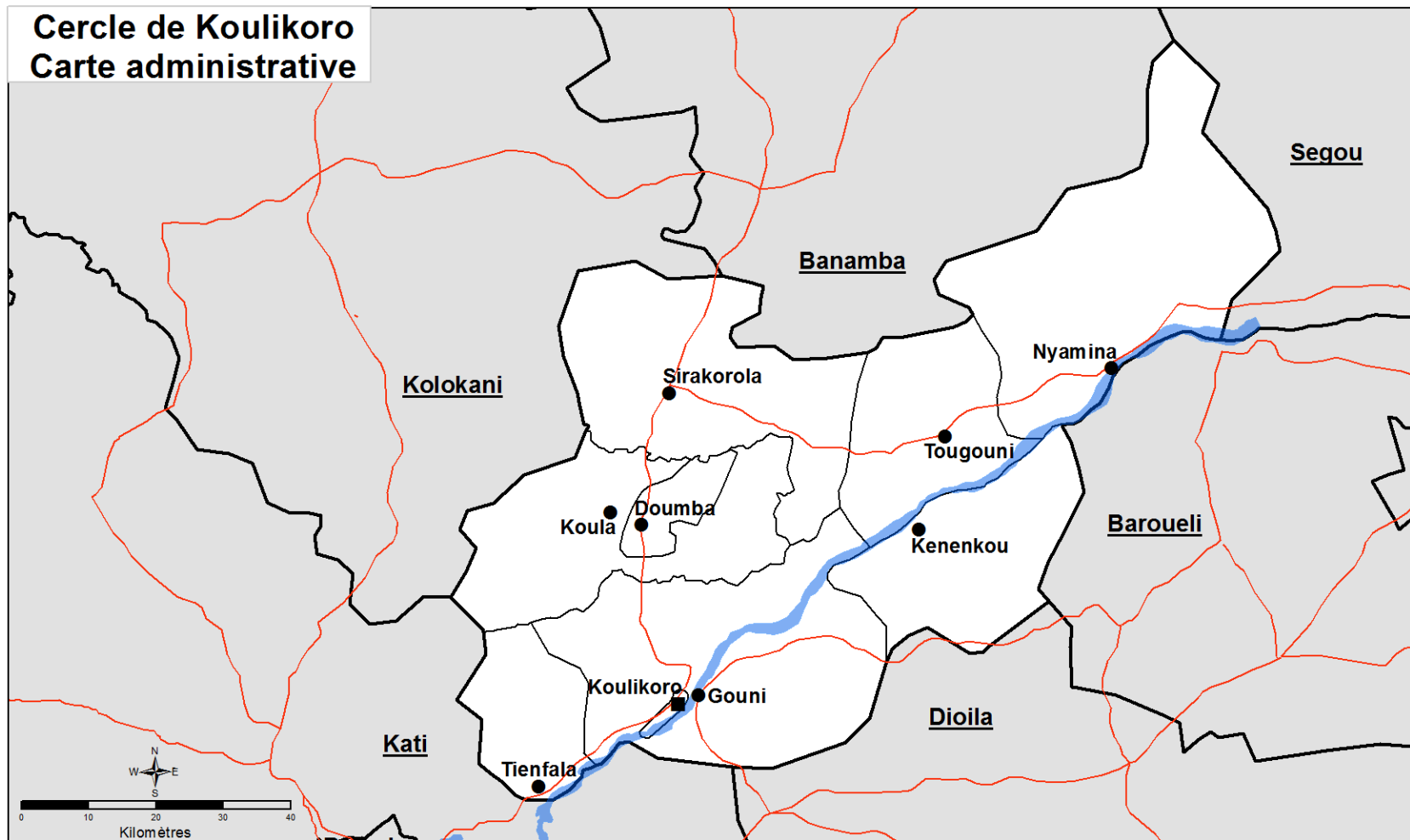


1.2 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Cercle de Koulikoro comprend 7 arrondissements (Kenenkou, Koula, Nyamina, Sirakorola, Tienfala, Tougouni, Central), 9 communes dont une urbaine : (Dinandougou, Koulikoro, Doumba, Nyamina, Sirakorola, Tienfala, Tougouni, Méguétan, Koula) et 152 villages. La carte ci-dessous présente l'organisation administrative du cercle.

Carte n° 2 : Carte administrative du cercle

Cercle de Koulikoro Carte administrative



Légende

Division administrative

- Limite commune
- Limite cercle concerné
- Cercle voisin
- Chef lieu cercle et région
- Chef lieu de commune

Autres

- Route principale
- Cours d'eau

Sources : DNCT, Instat, IGM, Togouna
Date de création : 21 décembre 2014
Réalisation : Togouna Consult

TOGOUNA CONSULT - S.A.R.L.
(+223) 21 42 16 56/44 38 92 31
B.P. 129 Sévaré (Mopti)
Email: togounaconsult@yahoo.fr

1.3 ENVIRONNEMENT NATUREL

1.3.1 Climat, zones bioclimatiques et agro-écologiques

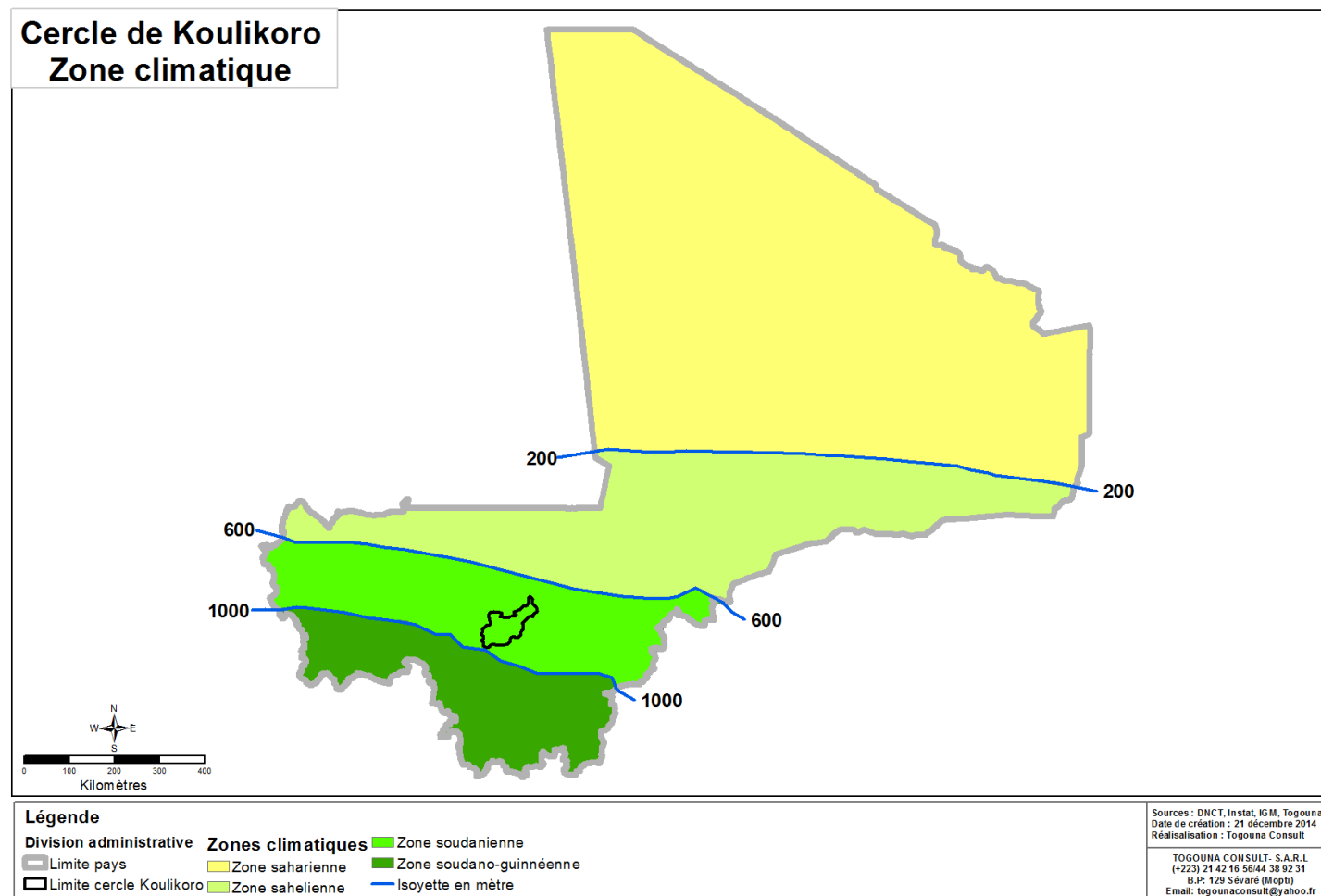
Le cercle de Koulikoro est entièrement localisé dans la zone bioclimatique du soudanien nord (entre les isohyètes 600 mm et 1000 mm du nord au sud) qui est caractérisée par une saison pluvieuse de 4 mois (juin à septembre) et un écart thermique élevé entre le mois le moins chaud (24°C, décembre) et le mois le plus chaud (32°C, mai). Il s'ouvre également sur le soudanien sud ou soudano-guinéen comprise entre les isohyètes 900 mm et 1 200 mm, caractérisée par un écart thermique moyen.

Il se caractérise par un climat de type soudano sahélien avec une alternance de deux saisons: une saison sèche et une saison des pluies. Les températures varient entre 15° (octobre – février) et 45° (mars à mai).

Les vents les plus dominants sont l'harmattan et la mousson. La moyenne annuelle de l'évapotranspiration est de l'ordre de 2 300 à 2 500 mm. La maximale mensuelle est atteinte en mai - juin avec 3 000 mm, tandis que la minimale mensuelle est d'environ 175 mm (Source : Etude hydrologique 2008 par HN'D ingénieurs-conseils). La carte ci – dessous donne la localisation du cercle par rapport aux zones climatiques.

En conclusion, les températures moyennes situées, en général, entre 22°C et 36°C, à fortes amplitudes, avec des pics avoisinant 45°C pour les maxima et 10°C pour les minima, ne constituent pas un frein au développement des cultures notamment végétales (maraîchage...). Les vents, qui à l'exception de quelques pics de rafales, restent relativement faibles, ne constituent pas non plus une contrainte majeure aux activités agro-sylvo-pastorales du cercle.

Carte n° 3 : Zone climatique



1.3.2 Les ressources en eau, les bassins versants et zones humides

L'hydrographie du cercle est dominée par le fleuve Niger, constituant le seul cours d'eau permanent qui traverse le cercle sur plus de 130 km. Il offre ainsi des possibilités de navigation de pêche, de maraîchage, d'exploitation de sable et gravier. Les mares, avec une superficie moyenne de ½ ha, sont au nombre d'une quarantaine dans le cercle. Elles sont aujourd'hui destinées à la pisciculture et à l'abreuvement des animaux. Les principales rivières sont Kodadiara et Faya qui se jettent dans le fleuve Niger. Elles offrent des potentialités de pêche et de maraîchage.

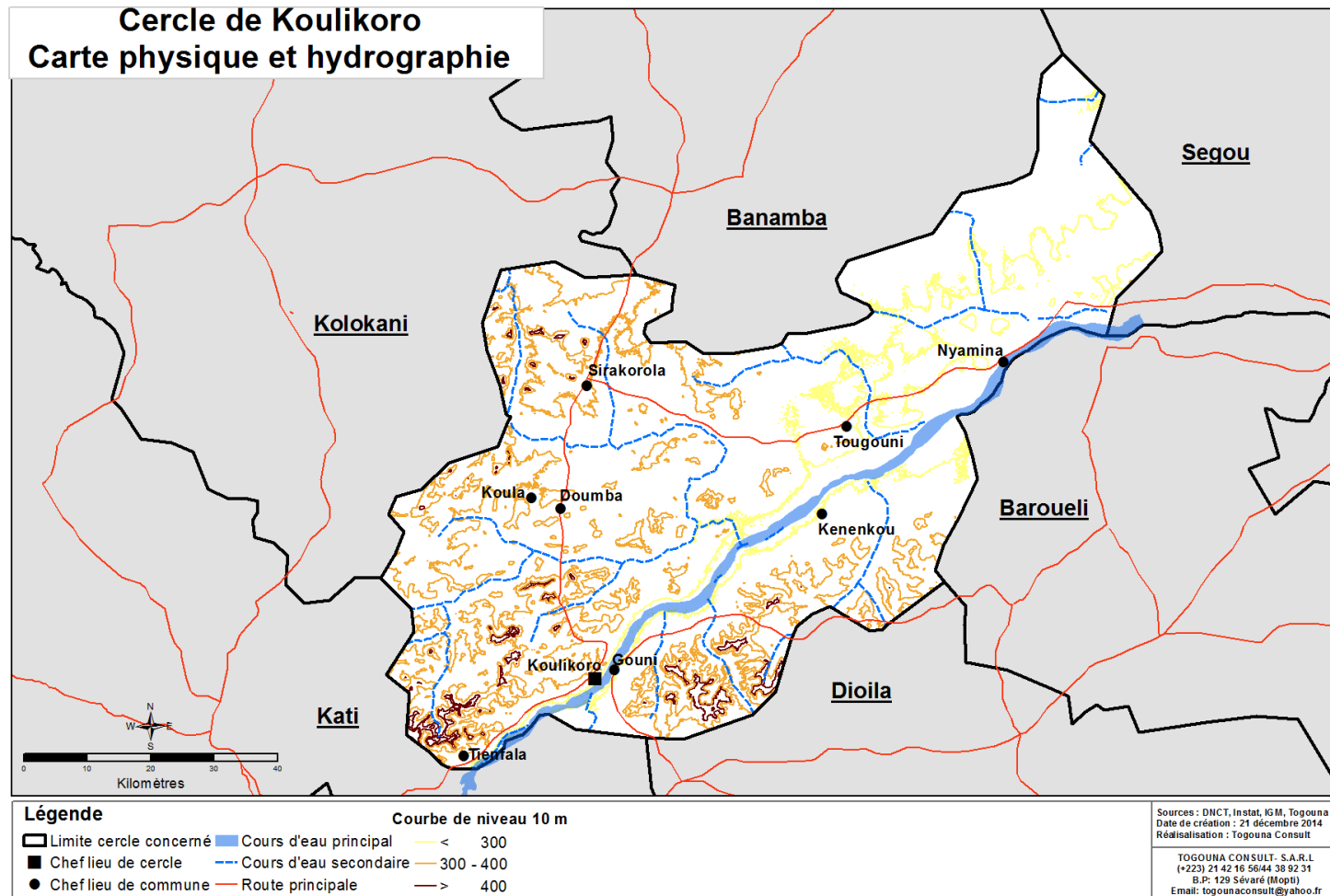
Le cercle de Koulikoro est couvert entièrement par le bassin du Niger qui comprend la région du Haut - Niger encore appelée Niger Supérieur et la région du Delta Intérieur du Niger. Dans le cercle de Koulikoro, il existe 13 zones humides réparties entre 9 mares, 2 vallées plaines et 2 bas-fonds.

Les communes de Koula, Tienfala et Koulikoro ne disposent pas de zones humides.

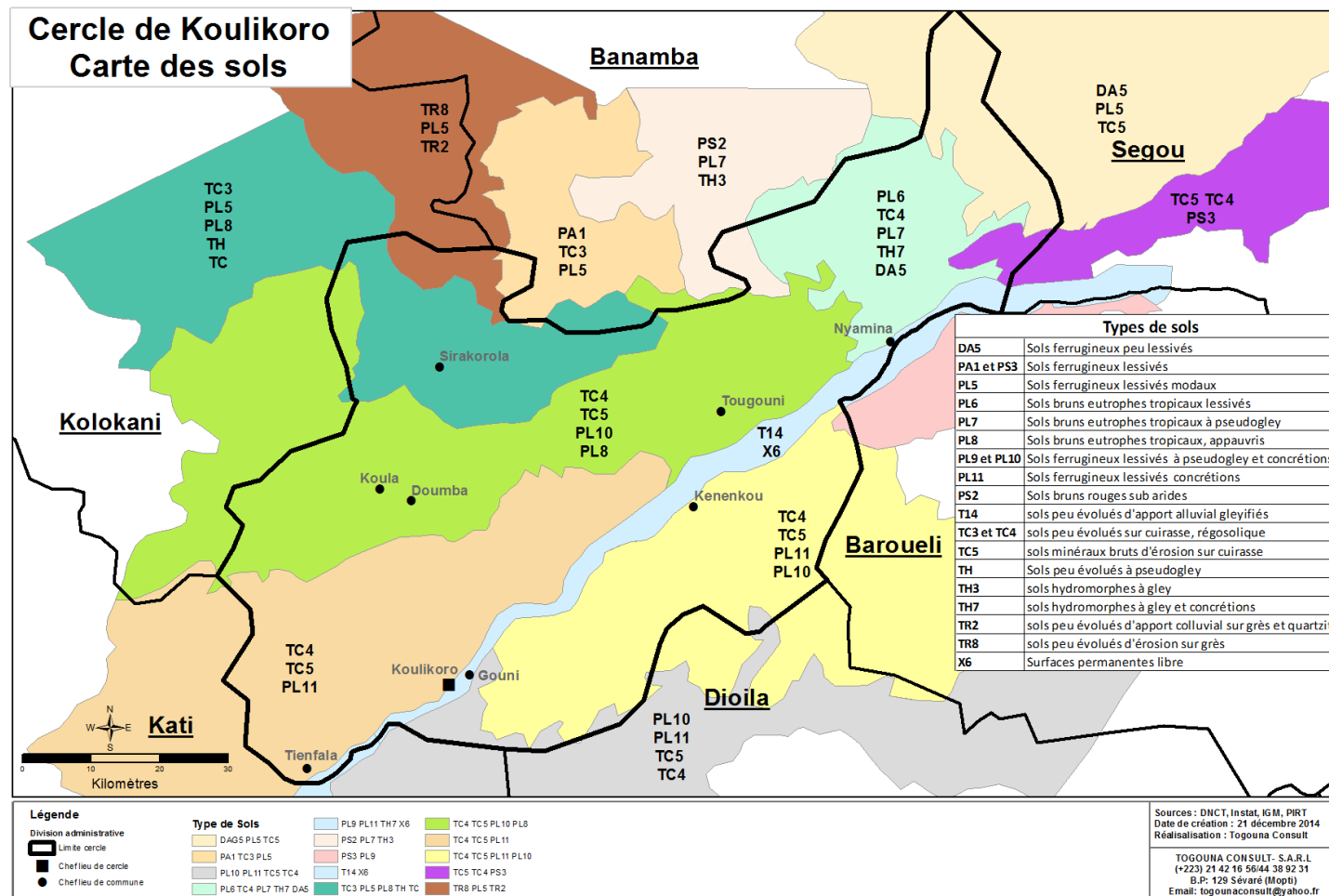
1.3.3 Les caractéristiques géomorphologiques du cercle de Koulikoro

La topo- séquence du cercle de Koulikoro est marquée par le Plateau de Koutiala (PK) dans sa partie est et le Plateau Manding dans sa grande moitié ouest. La carte... ci- dessous présente le relief et hydrographie du cercle. Selon le Projet Inventaire des Ressources Terrestres (PIRT), les différents types de sols dans le cercle sont caractérisés dans leur majorité par leur pauvreté, leur acidité et leur instabilité structurale. Ils sont de natures latéritiques sableuses et argileuses et surtout destinés à la culture des céréales (Sorgho, mil, arachide, riz) et aux cultures potagères. Les terres arables sont composées pour l'essentiel des sols profonds limoneux fins et des sols peu profonds. Ce sont des plaines, propices aux cultures irriguées et à l'arboriculture fruitière. Elles sont localisées sur les alluvions du fleuve Niger ou disséminées dans des vallées étroites. Sorgho, mil, arachide, riz, cultures potagères. La carte ci – dessous présente les différents types de sols du cercle de Koulikoro.

Carte n°4 : Relief et hydrographie du cercle



Carte n°5 : Les sols du cercle.



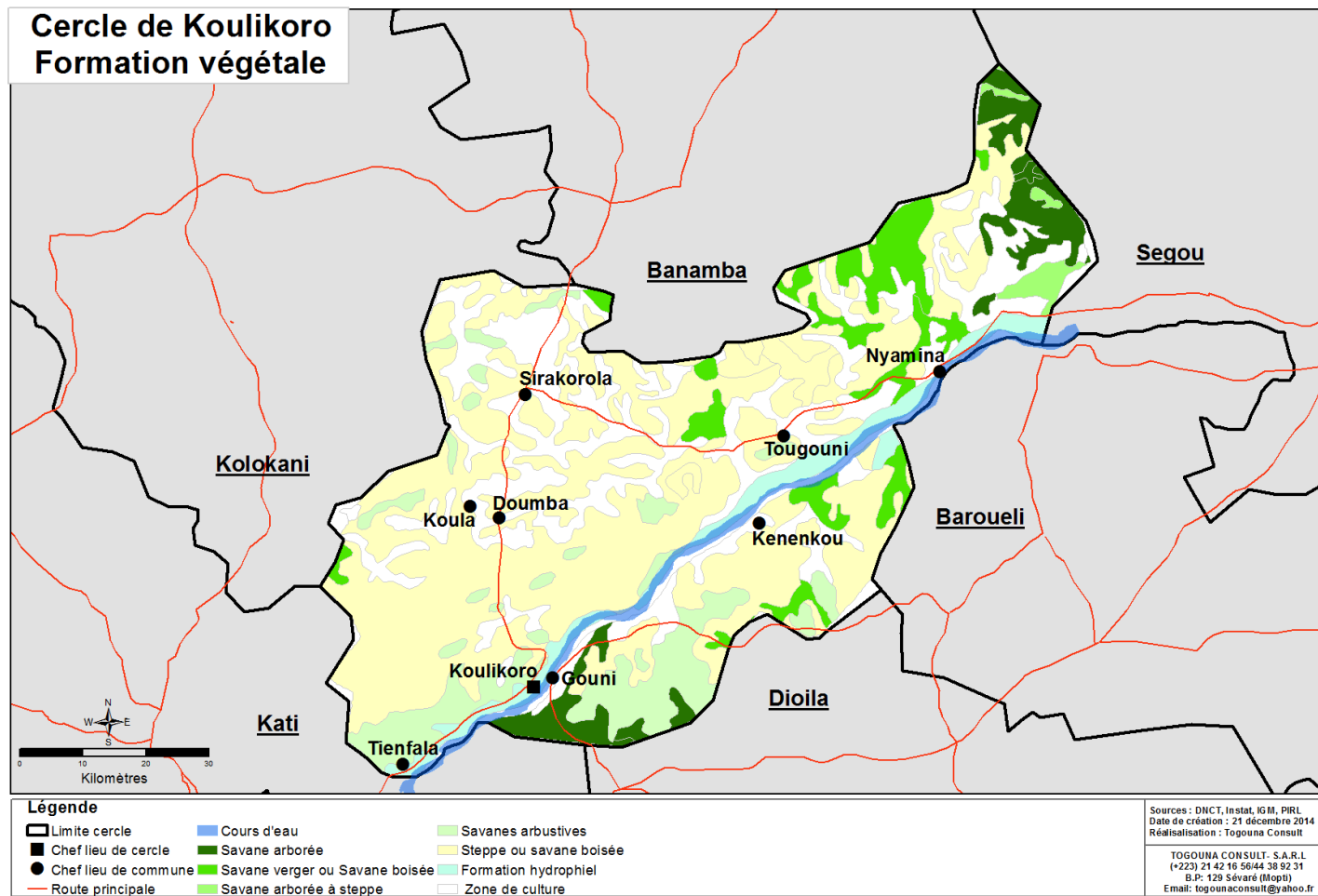
1.3.4 Végétation, faune

Les formations végétales du cercle de Koulikoro sont très hétérogènes. Les dimensions et les densités à l'hectare des espèces varient selon les facteurs topographiques et édaphiques. On distingue les forêts galeries (0,2%), les forêts claires (1,5%), les savanes, boisées (7%), les savanes et/ou steppes arborées (34,2%), les savanes arbustives (0,1%), les savanes herbeuses (0,2%), les savanes verger (5%) les bowé (9,3%) et les espaces nus (15,5%). La carte N°4 caractérise le couvert végétal du cercle de Koulikoro.

Le cercle dispose de deux (2) forêts classées qui sont : la forêt de Nyamina avec 467 ha et celle de Kenenkou avec 754 ha. Ces massifs sont aujourd'hui exploités de façon anarchique et sont en état de dégradation.

La faune terrestre du cercle est dominée par les rongeurs, les reptiles et de petits mammifères. On y rencontre des écureuils, des rats, des serpents, des singes, etc. L'avifaune est assez fournie. Cette tendance devrait croître à moyen terme avec l'expansion des périmètres irrigués, qui s'accompagne très souvent de prolifération des oiseaux granivores.

Carte n°6 : La couverture végétale du Cercle



1.3.5 Caractéristiques démographiques et établissements humains

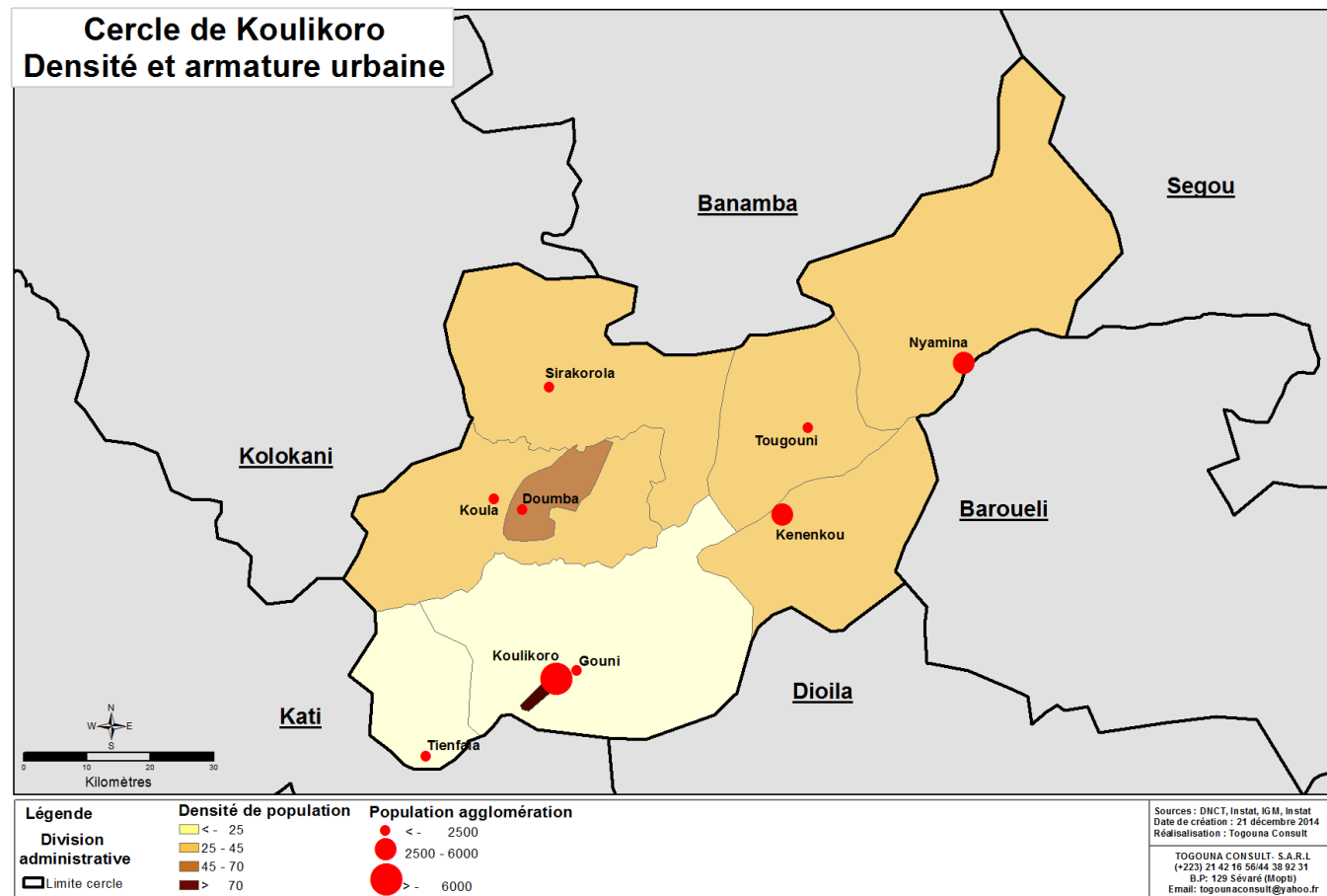
1.3.5.1 Population et démographie

Selon les résultats du RGPH d'avril 2009, le cercle de Koulikoro compte 210 611 habitants répartis dans 33 068 ménages. Cette population est composée de 105 531 hommes et de 106 080 femmes, soit 49,3% d'hommes pour 50,7% de femmes. Le taux d'accroissement annuel moyen du cercle est de 4%. La densité moyenne est de 32 habitants au Km². En 2013, cette population était d'environ 237 960 habitants. En 2014, elle est estimée à 254 741 habitants dont 122 178 hommes contre 123 563 femmes. Elle est regroupée au sein de 38 584 ménages pour 17 855 concessions. Elle pourrait atteindre 473896 habitants à l'horizon 2035.

Les mouvements migratoires sont animés par de vastes mouvements d'émigration, d'immigration, le tout sur un fond d'exode rural et d'un mouvement de transit important. Les mouvements d'immigration sont alimentés par les « migrants de la sécheresse » en provenance des régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Le cercle de Koulikoro constitue une zone d'attraction et d'accueil à la faveur de ses potentialités agro-sylvo-pastorales, industrielles et de transport.

Le cercle de Koulikoro connaît un taux d'urbanisation peu significatif. La population urbaine a passé de 18.7% en 1998 à 22.2% en 2009, pour atteindre 22.7% en 2013. Les localités de Koulikoro (41 602 habitants) et Nyamina (5 161 habitants) sont les seules villes dépassant les 5 000 habitants. La ville de Koulikoro focalise une grande partie du phénomène de l'urbanisation et la plus grande partie est dirigée vers Bamako.

Carte n°7 : Densité et armature urbaine



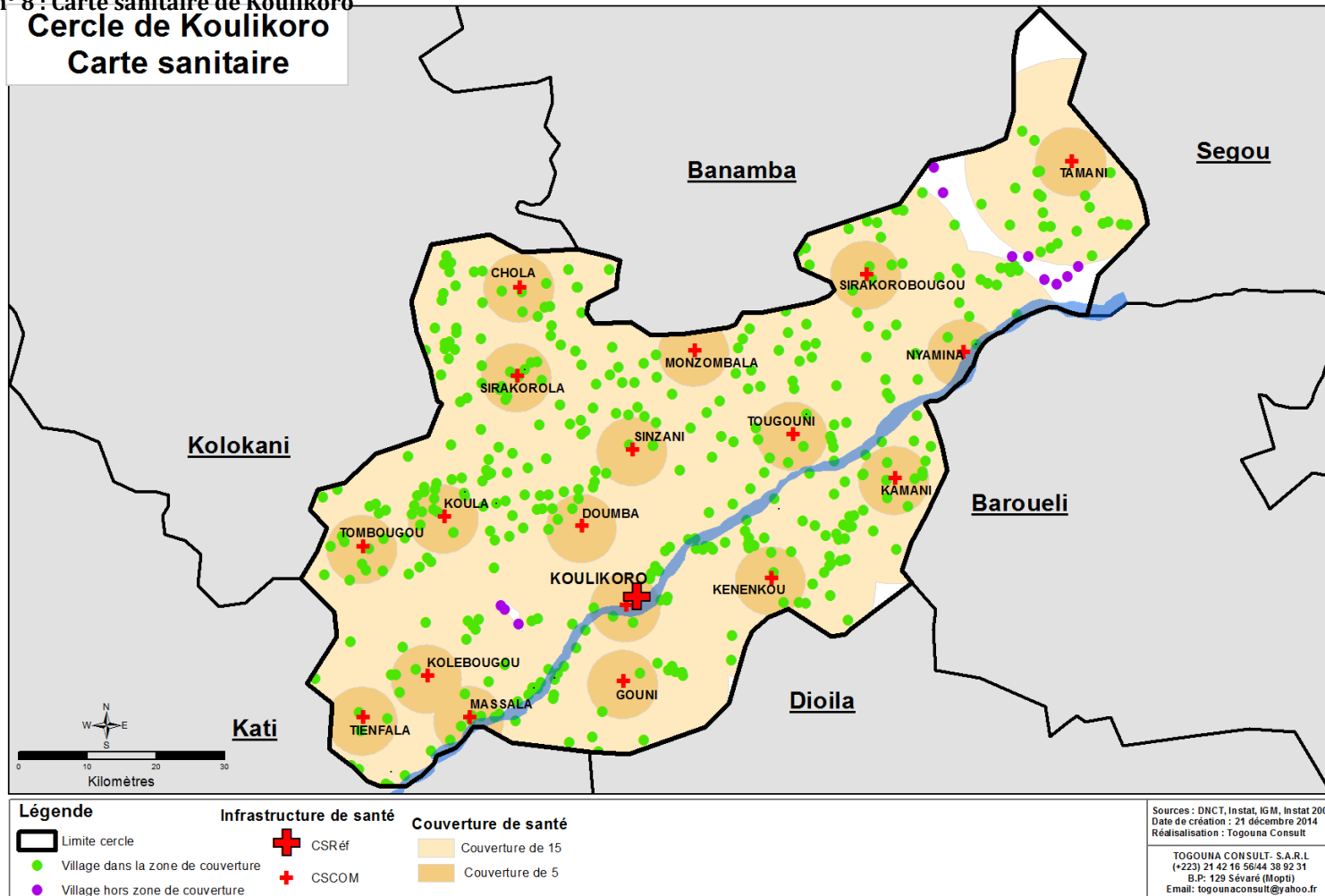
1.4 LES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET LE GENRE

1.4.1 Santé

Le cercle dispose d'un CSréf et de 21 CSCOM. Les commune les plus pourvues en centres de santé sont : (i) Koulikoro, qui en plus du CSRef dispose de 3 CSCOM sans compter le centre de santé de l'IPR de Katibougou ; (ii) Nyamina possède 4 CSCOM ; (iii) Sirakorola dispose de 3 CSCOM. L'accessibilité des populations aux PMA (Paquet Minimum d'Activité) dans un rayon de 5 Km aux CSCOM a atteint 29% en 2013. Plus de 67% de la population du cercle ont accès à un centre de santé dans un rayon de 15 km. Cependant, environ 4% de la population du cercle demeurent encore dans un rayon de plus de 15 km d'un centre de santé. Paradoxalement, ce taux est élevé dans la commune urbaine de Koulikoro (27%) et dans la commune rurale de Nyamina (11%). Le personnel sanitaire est de 141 agents en 2013 repartis comme suit : Médecin 20, IDE 3, Assistant 5, Infirmier 21, Sage-femme 11, Matrone 21 Infirmier obstétricien 11, Gérant 7, Aide-soignant 13, Autres 21. Les ratios en 2012 : Ratio médecin/ habitant: 1/19501; Ratio sage-femme / habitant: 1/19964; Ratio tech hygiène// habitant: 1/219 606. Toutes les vaccinations inscrites dans le paquet minimum d'activité au Mali sont pratiquées dans le cercle entre 84 et 100%.

Les maladies les plus courantes sont les maladies infectieuses et parasitaires comme le paludisme, les diarrhées, les infections respiratoires aiguës. On note également des décès maternels au cours de la grossesse et de l'accouchement et des décès infantiles. La carte ci – dessous présente la carte sanitaire du cercle de Koulikoro.

Carte n° 8 : Carte sanitaire de Koulikoro
Cercle de Koulikoro
Carte sanitaire



1.4.2 Education et formation

Dans le cercle de Koulikoro, il existe deux types d'éducation : l'éducation formelle (préscolaire, primaire, secondaire et supérieure) et l'éducation non formelle (CED et assimilés, centres alpha, école coranique, etc.). Le cercle compte 01 Académie d'Enseignement, 01 CAP, 210 écoles de 1^{er} cycle avec 80 écoles communautaires contre 79 publiques.

En ce qui concerne le 2^{ème} cycle, le nombre d'écoles est de 44 dont 27 publiques. La préscolarisation y prend une ampleur assez remarquable. En effet, en 2013, il existe 17 jardins d'enfants dans le cercle, avec le maximum dans la commune urbaine de Koulikoro. Le taux de scolarisation a passé de 83,8% en 2009 à 70,4% en 2013 avec une légère tendance à la baisse. Cette situation pourrait s'expliquer d'une part par le fort taux d'accroissement et l'état jeune de la population. Elle s'explique surtout par la forte immigration d'une importante population scolarisable dans le cercle pendant les cinq dernières années, liée à l'insécurité récurrente notamment dans le nord du pays. Ces facteurs combinés, ont conduit à une insuffisance des infrastructures scolaires notamment les classes et par conséquent montré une faible capacité d'investissement du cercle en matière d'éducation. Par ailleurs, il faut noter malgré les gros efforts réalisés dans la scolarisation des filles (66,9% en 2013), la persistance d'une grande disparité favorable aux garçons (74% en 2013). Les ratios élèves/maître sont de 33 en 2013 contre 38 pour le ratio élèves/ salle de classe. Le nombre de lycées et d'écoles professionnelles et techniques sont respectivement 5 et 6. L'enseignement supérieur est dominé par la présence de l'IPR/IFRA de Katibougou. Dans le Cercle, nous avons aussi des Centres d'Education et de Développement (CED) et des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF).

La tendance au niveau du 1^{er} cycle est « un village – une école ». Des efforts importants sont consentis depuis des années aussi bien par l'Etat, les Collectivités Territoriales que par les Privés pour faire face à une demande éducative de plus en plus croissante. Toutefois, des actions urgentes doivent être entreprises pour accroître davantage les taux d'alphabétisation et de scolarisation et spécifiquement pour réduire davantage les disparités entre les communes d'une part et d'autre part, entre les sexes (garçons et filles) surtout dans les communautés à accès difficiles et/ou soumises à des pesanteurs sociales.

Au niveau de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement professionnel et technique, les nombres d'établissements et de classes, par type d'enseignement n'a pas augmenté substantiellement d'une année à l'autre. On enregistre 5 lycées en 2013, contre 3 en 2008. Le personnel enseignant est largement dominé par les hommes aussi bien dans le secondaire que dans l'enseignement professionnel. Ces mêmes disparités sont observées au niveau des effectifs. La situation de l'enseignement secondaire et professionnel confirme l'insuffisance des investissements dans les infrastructures éducatives. Notons qu'à ce niveau les plus grands efforts sont consentis par le secteur privé.

1.4.3 Hydraulique, hygiène et assainissement

Le cercle compte 450 forages et 10 puits modernes. Seulement, 98% des villages du cercle possèdent un point d'eau potable. Cela indique que plusieurs populations du cercle ne disposent pas encore de points d'eau potable. Cette situation est cruciale au niveau des communes de Dinandougou (96,55%), Koula (94,44%), Sirakorola (94,54%) et surtout Nyamina (90%). Les besoins en eau potable sont satisfaits à hauteur de un (1) point d'eau moderne pour 416 habitants contre une norme recherchée de

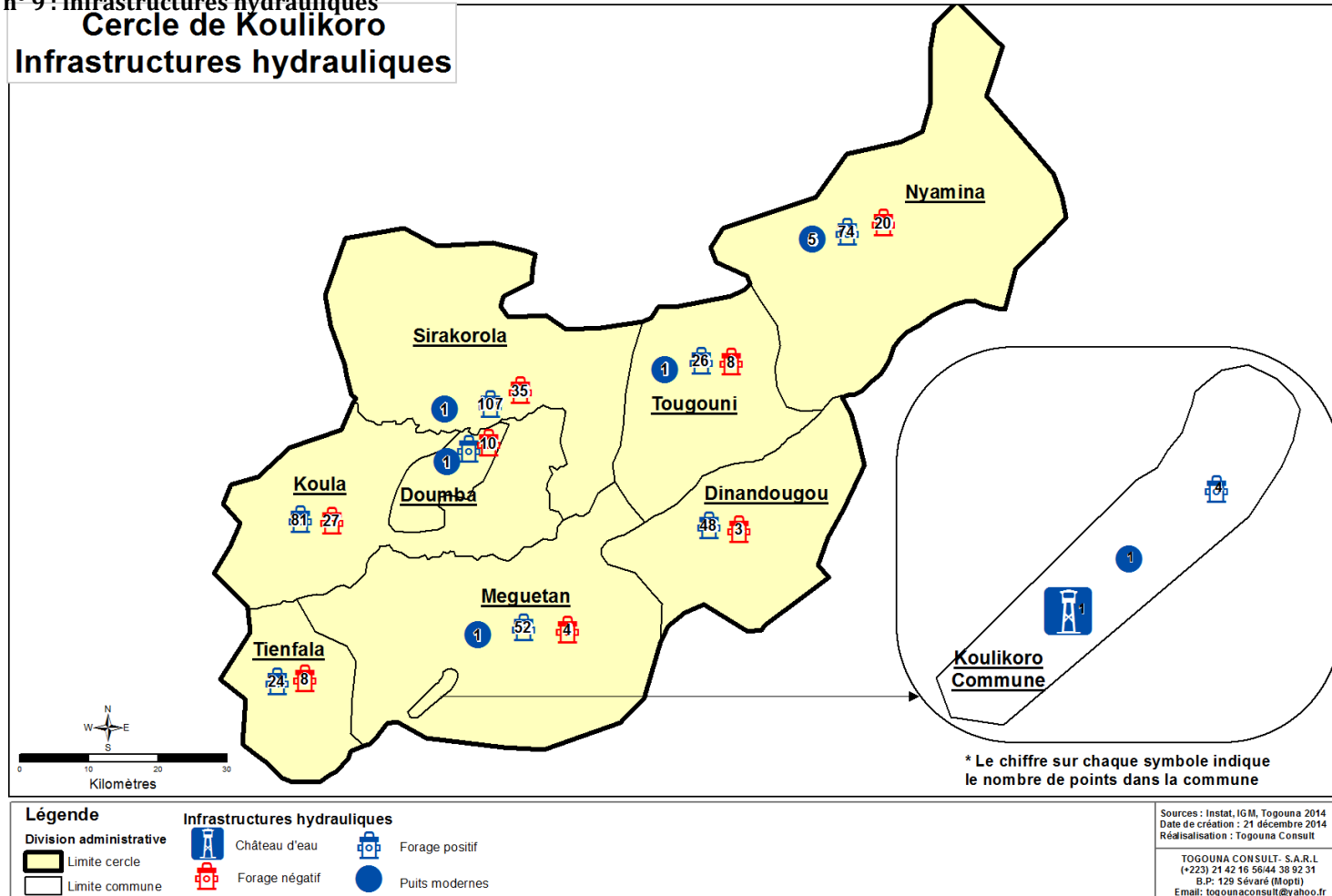
un (1) point d'eau moderne pour 400 habitants. Au niveau de la commune urbaine de Koulikoro, les besoins sont satisfaits à hauteur de un (1) branchement pour 167 habitants, contre une norme recherchée de 01 branchement pour 100 habitants. Les 460 points d'eau moderne sont loin de couvrir les besoins en eau des populations du cercle. Il est dénombré dans le cercle 450 forages dans les 252 villages avec un débit moyen de 63.3 m³/heure et une profondeur moyenne de 63,33 mètres. Les puits sont au nombre de 10 (puits modernes) et 0 puits citerne, leur profondeur moyenne est de 13.30 mètres. La ville de Koulikoro est desservie par le réseau d'eau de la SOMAGEP SA. Aussi, le village de Tienfala dispose d'une adduction d'eau. La carte n°9 donne l'état de répartition des infrastructures hydrauliques.

Les écoles et les services de santé sont assez pourvus en latrine. Cependant, l'hygiène et l'assainissement reste l'un des secteurs les moins développés du cercle. Les marchés, les gares et les autres places publiques sont peu dotés en infrastructures d'hygiène et d'assainissement. Les rares collecteurs et caniveaux sont localisés au niveau de la ville de Koulikoro qui ne dispose pas encore d'un Plan Sectoriel d'Assainissement (PSA). La pollution du fleuve Niger demeure l'une des problématiques majeures de l'amélioration du cadre de vie du cercle du fait de sa position en aval de Bamako, le principal centre de pollution industrielle, domestique et artisanale. La localisation de la décharge finale de Noumoubougou sur le territoire du cercle, en absence de mesures adéquates apparait de plus en plus comme une contrainte pour les populations locales.

Carte n° 9 : infrastructures hydrauliques

Cercle de Koulikoro

Infrastructures hydrauliques



1.5 LES ORGANISATIONS SOCIOPROFESSIONNELLES ET ASPECTS GENRE

Ce sont des regroupements formels ou non formels de personnes qui luttent et défendent un idéal commun. On distingue les APE dans les écoles ; des comités pour la gestion de certaines infrastructures (puits, barrages, périmètres maraichers, etc.) ; les ASACO pour la gestion des CSCOM ; les Coopératives de producteurs, les sociétés coopératives, etc. Ces organisations pour la plupart, ont vu le jour suite aux actions incitatives des services de développement rural (agriculture, élevage, environnement pêche, chasse), des projets et ONG. Il existe une diversité d'organisations socioprofessionnelles dans les communes (groupement d'hommes, de femmes, groupement mixte, de domaine d'activité divers). Dans l'ensemble, ces structures ont un niveau de fonctionnement acceptable. Cependant, elles restent confrontées à des problèmes organisationnels, de faible niveau de partenariat, de faible niveau de formation des membres et à l'insuffisance de ressources financières, etc.

Les inégalités et disparités liées au genre s'observent dans tous les domaines de la vie économique et sociale de la zone d'étude. La problématique du genre dans les communes du cercle est analysée à travers les secteurs sociaux, les secteurs de production et de soutien à la production

1.6 LE SECTEUR DE PRODUCTION

L'économie du cercle est dominée par le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière). Cependant, l'artisanat, le commerce, l'industrie et le transport sont des activités pratiquées dans le cercle.

Les principaux systèmes de production du cercle de Koulikoro sont tous agro – sylvo – pastoraux avec des dominances variées.

Dans tous ces systèmes de production, le riz est cultivé dans les bas – fonds (système pluvial et/ou submersion contrôlée), le maraichage se développe de plus en plus en fonction de la disponibilité en eau. Il s'agit de:

- Le système agro-sylvo-pastoral à dominance culture de céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio, etc.) : Ce système de production est caractéristique du plateau Mandingue avec sa topo- séquence accidentée, faite de montagnes/plateaux gréseux et de vallées. Il occupe la grande moitié ouest du cercle ;
- Le système agro-sylvo-pastoral à dominance culture de rente coton et autres spéculations associées (arachide, niébé, sésame, etc.) : Ce système de production concerne la moitié est du cercle caractérisée par des plaines alluviales, propices à l'agriculture mécanisée, les cultures industrielles et les céréales. Dans cette zone, l'agriculture est beaucoup plus intensive ;

- **Le système agro-sylvo-pastoral à dominance rizicole**

Ce système qui est peu important en terme de superficie occupe les bas – fonds et les plaines inondables le long du fleuve Niger. Il est dominé par les systèmes de submersion libre et de submersion contrôlée. Le système de maîtrise totale de l'eau est rarement utilisé. Les cultures maraîchères y sont également pratiquées notamment en période de décrue.

- **Systèmes péri urbains**

A côté des systèmes agro-sylvo-pastoraux, se rencontre aux abords des centres urbains (Koulikoro), un système de production liés aux opportunités de marché. Ce système, basé sur les concessions rurales occupe particulièrement en plus des espaces périurbains, le long du fleuve Niger et de l'axe Bamako – Koulikoro sur un rayon de 2 km de part et d'autre.

1.6.1 Productions agricoles

L'agriculture dans le cercle est pratiquée par plus de 80% de la population. Elle est une agriculture principalement pluviale et à dominance de type extensif, dépendant des aléas climatiques. C'est une agriculture en constante progression sur le plan de l'augmentation des superficies emblavées. Cette progression a lieu au détriment des terres marginales et n'est pas suivie par une amélioration des rendements qui restent faibles et stationnaires.

- mil : 5 899 ha en 2005 et 2 4581 ha en 2013 ;
- maïs : 12 31 ha en 2005 et 3 933 ha en 2013 ;
- Fonio : 341 ha en 2005 et 1 056 ha en 2013

La production de 2012/2013 est de 46 658 tonnes dont : (i) 43, 49% pour le mil ; (ii) 29% pour le sorgho ; (iii) 14, 49% pour le maïs ; (iv) 1, 26% pour le fonio et (v) 8, 76% pour le riz.

Cette situation de faibles rendements est aussi valable pour les cultures de rente et surtout pour les cultures émergentes comme le pourghère, le sésame, le henné, le soja, le piment, les cultures maraîchère et fruitière, etc. Cependant, la production fruitière est assez considérable. Au niveau des cultures maraîchères les superficies sont en régression remarquable entre 2011 et 2013. L'agriculture du cercle est peu mécanisée; le niveau d'organisation dans le sous-secteur est faible

Le bilan céréalier du cercle de Koulikoro a été établi sur la base de 214 kg/personne/an, c'est-à-dire la norme FAO. Entre 2005 et 2013, le bilan céréalier est globalement déficitaire (2005, 200, 2012 et 2013) une année sur deux. Cette situation démontre la précarité alimentaire du cercle. De 2009 à 2013, les communes de Koulikoro et de Dinandougou sont continuellement déficitaires même si Dinandougou est légèrement excédentaire en 2011. Celles de Sirakorola, Doumba et Tienfala sont toujours excédentaires. La commune de Méguétan est rarement excédentaire. Cette situation qui apparaît structurelle pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs dont : (i) l'intensification de l'exode des jeunes vers notamment Bamako et Koulikoro, les zones d'exploitation minière (orpaillage), les terres aménagées et l'émigration vers le reste de l'Afrique et les autres continents ; (ii) l'insuffisance, la dégradation et la pauvreté des terres agricoles ; (iii) l'insuffisance des équipements et des aménagements agricoles.

Pour pallier à toute éventualité et renforcer la sécurité alimentaire, le Gouvernement à travers le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), a mis à la disposition de chaque commune, une banque

de céréales. Les banques de céréales existantes sont donc celles de la CSA mais aussi, celles des projets, ONG opérant dans la zone.

1.6.2 Productions d'élevage

Les petits ruminants (ovins/caprins) constituent les espèces dominantes avec environ plus de 904 280 têtes en 2013. Ils sont suivis par les bovins 304 339 têtes, les asins 2 1460 têtes, et les porcins 3 560 têtes. La croissance de l'effectif du cheptel apparaît de façon régulière de 2004 à 2013 pour toutes les espèces. Pendant cette période, les effectifs ont évolué comme suit : bovin : 66,44% ; ovins : 102,68% ; caprins : 138,68% ; équins : 107,36% ; asins : 80,59% ; porcins : 59,93%.

Le cercle dispose de 19 zones pastorales. Ces pâturages déterminent le réseau de pistes de transhumance et de parcours pastoraux. Les cultures fourragères connaissent une évolution inquiétante au moment où l'Agriculture du cercle a besoin d'être intensifiée. A part les parcs de vaccination (au moins 1 par commune) le cercle est pauvre en infrastructures d'élevage. Le niveau d'organisation des acteurs du cercle n'est pas négligeable.

1.6.3 Production de la pêche

De 2006 à 2013, le nombre d'embarcations et de pêcheurs recensés ont régulièrement augmenté, Mais de 2004 à 2013, la production/ capture de poisson a régressé de 47, 35%. (740,126 t en 2006 et 781,622 t en 2013). La pêche dans le cercle se caractérise par une multiplication des techniques et pratiques de pêche et l'utilisation de certains instruments prohibés. Elle procure d'importants revenus aux populations du cercle. Ces revenus sont estimés à 954 856 000 FCFA en 2013.

La pisciculture est en plein essor et le sous-secteur regorge un nombre important d'organisations de producteurs.

1.6.4 Productions et exploitations forestières et fauniques

Elles contribuent à la sécurité alimentaire et à générer d'importantes ressources financières dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Malgré le déficit en bois, les activités de reboisement ne sont pas intenses dans le cercle. Les superficies n'atteignent guère 5% des superficies forestières du cercle. La productivité annuelle des massifs du cercle est aujourd'hui faible. Les ressources ligneuses de la commune ne couvrent pas les besoins en bois des populations.

La cueillette est une activité pratiquée essentiellement par les femmes et les enfants. Les activités de cueillette portent entre autres sur: *Parkia biglobosa* (nééré) *Butyrospermum parkii* (karité), *Detarium microcarpum* (n'taba), *Ziziphus mauritiana* (zèkènè) *Tamarindus indica* (n'tomi).

L'apiculture est pratiquée dans le cercle à travers des ruches traditionnelles et améliorées. Les produits tirés sont autoconsommés et majoritairement vendus sur les marchés locaux et à Bamako. Elle offre aux communautés des revenus non négligeables.

1.7 ARTISANAT, INDUSTRIES, COMMERCE ET TOURISME

1.7.1 Le secteur de l'artisanat:

Il occupe une place importante dans le développement socioéconomique du cercle. Les avantages comparatifs du secteur se manifestent à travers entre autres : (i) la contribution à la création d'emploi des jeunes et des femmes (fortement représentative dans l'exécution des activités artisanales) ; (ii) la création de richesses et l'accroissement des ressources publiques par le payement des impôts et taxes, toute chose contribuant à l'essor du développement local.

1.7.2 L'industrie

Le cercle à travers la ville de Koulikoro a toujours été une zone industrielle. L'espace industriel du cercle est l'un des plus développés du Mali. La proximité du cercle de la capitale Bamako, lui donne un avantage dans ce domaine. Cet avantage s'explique par le développement des infrastructures de communications entre le cercle et le District de Bamako qui est relié à Koulikoro par : Les voies terrestres (routes bitumées ou en terre), la voie ferrée, la voie fluviale et les autres réseaux de communication (téléphone, TV, radio, RAT, etc..).

1.7.3 Le commerce

La diversité et l'importance des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, de l'exploitation et de l'artisanat, des produits industriels et d'artisanat, expliquent l'importance du commerce dans le cercle. Cependant, cette activité a largement un caractère informel, malgré un certain nombre de facilités accordées aux intervenants dans ce secteur.

1.7.4 Le tourisme

Le tourisme est organisé autour de : le nianankoulou (pierre Sacrificielle de Nianan), Farotin Kayo, Fara Niamè (shô), Fara Missiri (koulikoro-ba), Fara Blon (bakaribougou), le festival de Nyamina, le festival Daoulaba, le festival de Meguetan et les masques et marionnettes dans les villages.

1.8 MINES ET ENERGIE

Dans le cercle de Koulikoro on dénombre une exploitation de minerai de fer dans la commune de Tienfala et plusieurs sites d'exploitation de carrières artisanales de matériaux (sables, graviers, moellons, argiles) pour les travaux de génie rural et civil et l'artisanat (poterie). Les réserves en ces matériaux sont abondantes et de bonne qualité.

Les principales sources d'énergie demeurent le bois, bien que les ménages s'orientent vers les produits de substitution (utilisation du gaz butane et des foyers solaires). En effet, le bois – énergie représente 80% des besoins énergétiques du cercle. La production d'électricité est assurée par des groupes électrogènes et des panneaux solaires dans plusieurs villes et villages.

Le secteur de l'énergie domestique demeure d'une importance capitale pour le cercle. En termes d'électrification rurale, le cercle a bénéficié de l'appui de l'AMADER dans beaucoup de localités comme Koulikoro, Nyamina, Doumba, Tienfala, Koula, etc. Plusieurs expériences de promotion des énergies nouvelles et renouvelables sont en cours dans le cercle de Koulikoro. Le faible niveau d'électrification

qui caractérise le cercle s'explique par l'éloignement des centres urbains et semi-urbains des réseaux inter connectés.

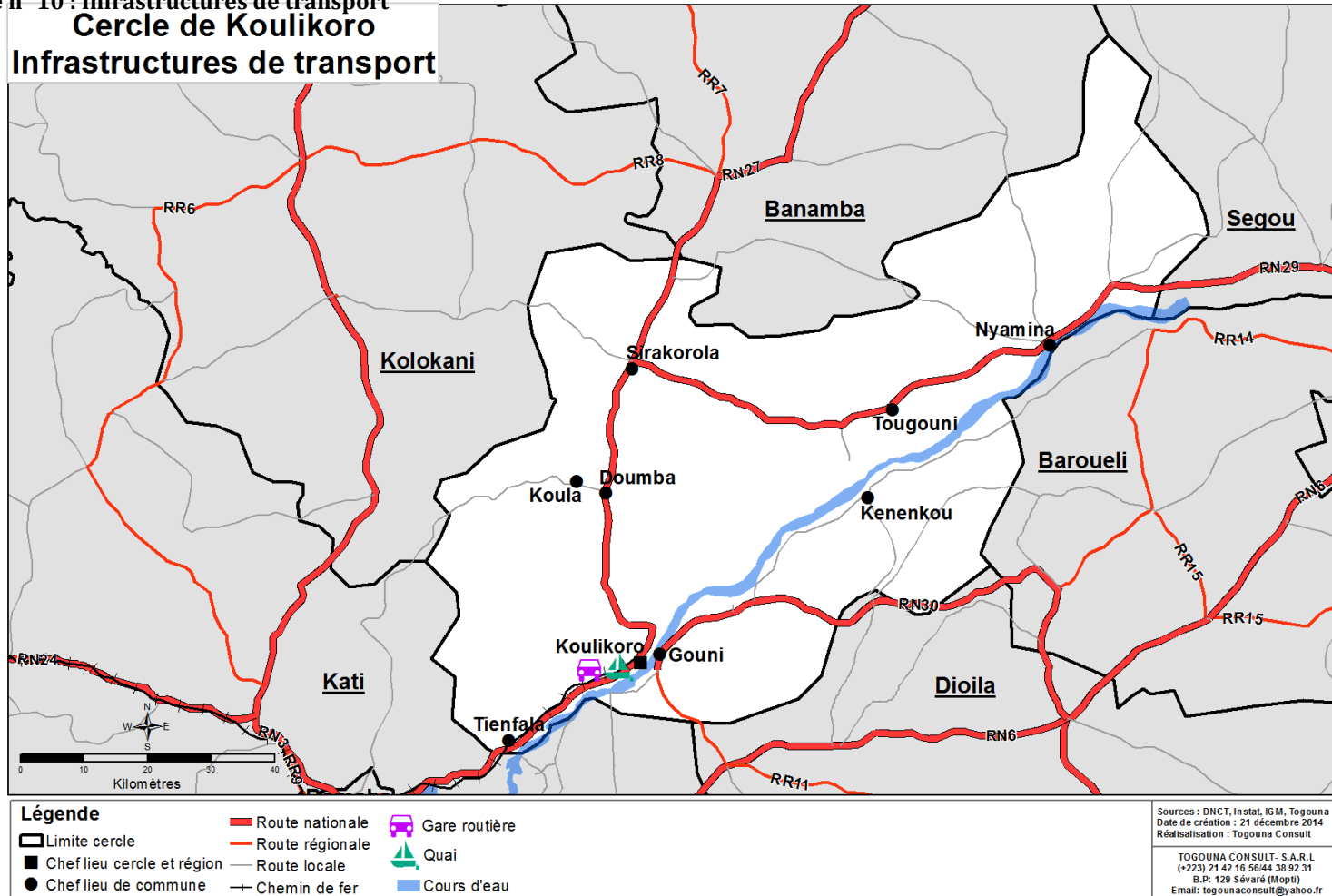
1.9 TRANSPORT ET COMMUNICATION

Le secteur du transport et de la communication revêt une importance toute particulière pour le développement socioéconomique du cercle de Koulikoro. Ainsi, il connaît trois modes de transport : le transport routier, le transport fluvial et le transport ferroviaire. En raison du potentiel de production agricole du cercle et de la proximité avec Bamako, les besoins en transport du cercle sont de plus en plus croissants. La carte ci-dessous donne une idée sur le réseau routier du cercle et au-delà. Ce réseau routier apparaît assez dense. Cependant, le cercle, notamment les zones de production, demeure enclavé car les infrastructures de transport surtout en bon état sont concentrées et convergent vers le seul chef – lieu de cercle qui est la ville de Koulikoro. Par ailleurs, toutes les routes et pistes sont en mauvais état, même le tronçon Bamako – Koulikoro, malgré son caractère bitumé. Les difficultés de traverser du fleuve Niger se posent avec acuité.

L'état de la voie ferrée est en délabrement continu malgré les initiatives de rénovation. La ville de Koulikoro abrite l'un des ports fluviaux les plus importants servant de rupture de charge entre les voies de chemin de fer du Dakar – Niger et les axes routiers Nord – Sud et Sud – Est.

Par rapport aux communications téléphoniques, en plus du réseau de téléphonie fixe de la SOTEMA, le cercle est intégralement couvert par les deux réseaux de téléphonie mobile d'Orange-Mali et de Malitel. L'accès à l'internet est possible dans pratiquement tous les chefs-lieux de commune. La situation des infrastructures de communication est favorable à un développement du secteur. Cependant, les communes de Tienfala, Dinandougou, Tougouni et Meguetan ne disposent pas de radio de proximité.

Carte n° 10 : Infrastructures de transport
Cercle de Koulikoro
 Infrastructures de transport



1.10 GOUVERNANCE, PAUVRETE ET SECURITE

Dans le cercle, le CLOCSAD, malgré les difficultés de prise en charge est tenu de façon régulière. Quant aux CCOCSAD, qui constituent un cadre de présentation des bilans d'activités des services techniques déconcentrés et décentralisés collectivités, ne sont jamais tenus. Les budgets ne sont pas publics, la gestion des communes (compte administratif) n'est pas régulièrement restituée de façon publique, posant ainsi un problème de redevabilité des autorités élues.

Suivant le profil de la pauvreté (ODHD 2012), la plupart des communes du cercle de Koulikoro sont moins pauvres avec un Indice de Pauvreté Communal (IPC) supérieur à -0,16 et inférieur ou égal à 0,35. Ainsi, les communes les moins pauvres sont : Doumba, Tienfala, Tougouni, Koulikoro et Dinandougou. La commune de Koula est presque pauvre (IPC compris entre -0,212 et -0,16). Celle de Méguetan est bien pauvre (IPC compris entre -0,64 et -0,42). La commune de Sirakorola n'est pas pauvre (IPC supérieur à 0,35), tandis que celle de Nyamina est très pauvre ((IPC inférieur ou égal à -0,64).

La sécurité dans le cercle est assurée par l'armée, la gendarmerie, la garde nationale, la police et la protection civile. Koulikoro a été depuis longtemps, une ville garnison. Cette sécurité s'améliorera par une information/ sensibilisation des populations à travers les différents moyens de communications. Pour mettre tout le monde au même niveau d'information en vue de prévenir les conflits et autres sources d'insécurité. Il faudrait aussi l'appui des collectivités dans la prise en charge des services de sécurité opérant dans les communes en vue d'améliorer la qualité des services rendus.

CHAPITRE II : LES PROBLEMATIQUES MAJEURES

D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU CERCLE

Toutes activités d'aménagement et de développement passent nécessairement par une prise en compte non seulement des potentialités (dans divers domaines) mais aussi des contraintes. Dans le cercle de Koulikoro, il existe d'importantes potentialités non encore exploitées et dont la mise en valeur est à la portée des capacités locales, régionales et nationales voire le concours des partenaires financiers.

Il y a surtout des potentialités en eau non encore exploitées. Ces potentialités sont citées au niveau des atouts et opportunités pour le développement du cercle.

Le diagnostic de la situation actuelle permet de dégager les atouts, les contraintes et les grandes tendances. Le cercle de Koulikoro fait face à plusieurs adversités qui constituent bien des défis à relever pour amorcer un véritable développement local. En effet, plusieurs contraintes d'ordres naturels, socio-économiques et géographiques existent à côté de potentialités de production agro-pastorale, d'aménagements hydro agricoles, de ressources humaines. Il importe de prendre en compte ces différents facteurs dans la définition des stratégies en matière d'aménagement du territoire.

L'analyse du bilan diagnostic du cercle de Koulikoro révèle l'existence d'un important potentiel de production qu'il convient aujourd'hui de valoriser pour permettre son décollage économique, celui-ci devant se traduire par l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Le potentiel de production se trouve dans un environnement marqué par des facteurs institutionnels forts (décentralisation, accompagnement de l'Etat et des Partenaires) et des facteurs populationnels favorables (dynamisme démographique). Cependant le décollage économique voulu ne pourra avoir lieu sans que ne soient levées les principales contraintes qui ont été énumérées dans ce diagnostic à travers les différents compartiments de l'économie.

Au plan du milieu naturel : la position géographique du cercle Koulikoro avec, la proximité de la ville de Bamako lui offre des situations souvent moins favorables. Cependant, cette position géographique lui rend facile les relations commerciales et l'accès aux autres régions du pays. Son relief accidenté lui offre des vallées favorables à divers cultures.

Au plan de l'économie, le cercle de Koulikoro a une économie essentiellement basée sur le secteur primaire qui a une influence essentielle sur la croissance économique du cercle voire la région. Ce secteur malgré cet apport considérable à l'économie du cercle regorge encore d'énormes potentialités non exploitées mais aussi des contraintes qui entravent son développement harmonieux.

L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent les bases de l'économie locale du cercle. Les productions de ces sous-secteurs sont tributaires des conditions climatiques, notamment la pluviométrie et autres impondérables de la nature en fonction desquels, ils fluctuent. Les systèmes de production ne dégagent presque pas de surplus pour l'investissement. Ces systèmes, pratiqués dans le cercle, n'ont pas fondamentalement changé. Ils reposent tous sur l'exploitation extensive des ressources naturelles par différentes techniques.

Avec environ 380 ha aménagés et plus 2 800 ha aménageables, le cercle a la possibilité d'amoindrir les effets de l'insécurité climatique, renforcer l'intensification et la diversification des cultures pour assurer la sécurité alimentaire. D'autres facteurs comme les semences sélectionnées, l'application des pratiques agricoles améliorées contribueront à cet essor agricole du cercle.

L'élevage est pratiqué par une bonne frange de la population et constitue une source non négligeable de revenus pour les ménages. Il joue aussi un rôle important dans la sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture par la culture attelée. Au cours de ces dernières décennies, le cheptel du cercle a augmenté à un rythme satisfaisant. Cet accroissement des effectifs concerne toutes les espèces et a été aussi favorisé par les performances de la santé animale. L'élevage dans le cercle est de type extensif, les petits ruminants (ovins/caprins) constituent les espèces dominantes. Les effectifs bovins sont également importants.

La pêche est une activité non moins importante du cercle. Avec environ 954 856 000 FCFA en 2013 comme revenu annuel, elle contribue considérablement à l'épanouissement des populations des villages riverains du fleuve Niger. La pêche se caractérise par des pratiques illégales avec l'utilisation d'engins prohibés. Le niveau de capture des poissons est en régression.

L'intégration agriculture - élevage est une réalité dans le cercle. L'agriculture fournit une partie de l'alimentation à l'élevage à travers l'apport de résidus de récolte qui au retour lui fournit de fumure organique et les bœufs de labour.

L'agriculture conforte la foresterie par l'arboriculture et la protection des certaines essences situées dans les périmètres agricoles. Cette foresterie fournit en retour des éléments enrichissants dans le sol et le protège contre l'érosion hydrique.

Les ressources forestières améliorent les pâturages pour l'élevage qui en retour enrichit les sols par l'apport de fumure. De ce point de vue, on peut dire que l'agriculture, l'élevage, la foresterie sont complémentaires.

Au plan du commerce et de l'artisanat : Le commerce se caractérise par une dominance de l'informel qui se développe de plus en plus. Cependant ce type de commerce crée plusieurs emplois avec des revenus non négligeables. Il porte sur les produits et sous-produits de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et des produits manufacturés. Les échanges informels sont également très développés dans les foires.

Quant à l'artisanat, il affiche un dynamisme avec la présence de plusieurs emplois dans les domaines du bois, de l'ameublement, de la transformation des métaux et constructions métalliques, de l'habillement, du textile et du cuir, de la construction des produits alimentaires, etc.

Le diagnostic territorial a permis l'identification des principaux enjeux et défis territoriaux du cercle de Koulikoro au titre desquels il faut retenir entre autres :

2.1 LE DEFI DEMOGRAPHIQUE

Le cercle de Koulikoro compte 210 611 habitants en 2009, répartis dans 33 068 ménages. Cette population est composée de 49,3% d'hommes contre 50,7% de femmes. En 2014, elle est estimée

à 254 741 habitants. La population est extrêmement jeune, car 50,2% ont moins de 15 ans et 82,1% a moins de 40 ans. Les adultes de plus de 40 ans représentent 17,9%. Les femmes en âge de procréer (15-40 ans) représentent 34,7% de la population féminine. La population active représente 56 de la population totale dont 51,28% sont des femmes.

Le cercle compte 8 arrondissements, 9 communes dont une urbaine et 152 villages avec une densité moyenne de 32 habitants/km². Les plus fortes densités se rencontrent dans la commune urbaine de Koulikoro avec une densité de 212 hbts/km² pour 20,30% de la population totale du cercle. Viennent après les communes rurales Dinandougou (10,18%), pour une densité de 45 habitants /km² ; Sirakorola (17,02%), pour une densité de 41 habitants/km² ; Nyamina (16,6%) pour une densité de 35 hbts/km², Méguetan (12,34%), pour une densité de 29 hbts/km², Koula (10,42%), pour une densité de 20 habitants /km². Les communes rurales de Tougouni (6,04%), pour une densité de 19 hbts/km², de Tienfala (3,58%), pour une densité de 19 hbts/km² et de Doumba (3,52%), sont peu peuplées, même si cette dernière a une densité de 33 habitants /km². toutes les communes ont une densité largement supérieure à la moyenne nationale de 8 habitants au km².

La population urbaine a passé de 18.7% en 1998 à 22.2% en 2009, pour atteindre 22.7% en 2013. Les localités de Koulikoro (41 602 habitants) et Nyamina (5 161 hbts) sont les seules villes dépassant les 5 000 hts. La ville de Koulikoro focalise une grande partie du phénomène de l'urbanisation et la plus grande partie est dirigée vers Bamako.

La dynamique démographique est encore fortement soutenue par la croissance naturelle. La projection tendancielle, basée sur les taux de croissance par commune entre 1998 et 2009, soit une moyenne de 2,9% montre que la population du cercle atteindra 473 896 habitants en 2035. Dès lors, le défi démographique est réel dans un cadre de dégradation continue des ressources, malgré les programmes mis en place par le Gouvernement. Il est donc fondamental de parvenir à moyen terme à infléchir le rythme de croissance démographique et à assurer un développement socio-économique plus équilibré.

2.1.1 UNE SITUATION DE CRISE DE TERRE DOUBLEE D'UN SURPATURAGE ET D'UNE SUREXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

La situation de crise de terre, de surpâturage et de surexploitation des forêts est marquée par moins de terres cultivables par habitant. Les terres cultivables (50 à 90%) sont sous culture. Une croissance démographique galopante et une très forte pression humaine et pastorale sont exercées sur les ressources. La capacité de charge est largement dépassée pour l'élevage. Les ressources en bois subissent une très forte pression et le potentiel de régénération est largement entamé ; le niveau d'exploitation que les forêts pourraient supporter est déjà atteint et/ou dépassé.

Les ressources forestières sont une source de revenus importante pour la population. Toutefois, ces ressources naturelles sont menacées par la coupe abusive du bois, les défrichements anarchiques, les feux de brousse, l'élevage extensif, extension exponentielle des villes de Bamako et de Koulikoro, le manque d'eau et le manque d'entretiens et d'aménagements des écosystèmes

forestiers. Ces contraintes ont pour conséquence, la dégradation continue des ressources. Cette dégradation touche les sols, les formations forestières, les cours d'eau qui constituent très souvent des écosystèmes complexes où vivent plusieurs espèces animales et végétales. Le déboisement des berges, l'ensablement du lit des cours d'eau et les sécheresses successives en sont les principales causes.

Les formations forestières montrent de nombreux signes de dégradation très avancée consistant à la régression de la densité des forêts, la diminution de population de certaines essences, le rétrécissement des superficies forestières et de leurs productivités, le tarissement précoce, l'ensablement et le comblement des cours d'eau, etc. Les causes de cette dégradation sont nombreuses et diverses : sécheresses récurrentes, érosion et dégradation des berges, défrichements anarchiques, exploitation abusive des ressources en bois, les déboisements liés à l'urbanisation, aux infrastructures, aux mines, les feux de brousse, l'élevage extensif et les charges excessives, l'insuffisance des aménagements initiés et des reboisements, etc.

La coupe abusive du bois porte sur toutes les espèces arborées y compris celles à grande valeur économique voir intégralement protégées. Dans toutes les communes du cercle, le bois est produit pour satisfaire les besoins en consommation domestique mais surtout des besoins commerciaux. Les productions de bois se sont accrues de manière exponentielle. La pression pastorale à travers l'abattage des espèces appréciées au profit des animaux s'est accentuée. Les feux de brousse parcourent 30 à 70% de la zone d'étude chaque année pourvu que le maigre couvert herbacé existant le permette.

Le cercle de Koulikoro est partie intégrante de la zone d'approvisionnement en bois de Bamako au titre de son Schéma Directeur d'Approvisionnement en Bois (SDA). Cependant, ces outils de planification spatiale et sectorielle ne sont pas mis en œuvre de façon efficace. Des initiatives de mise en défens et de conventions locales de gestion existent. Dans le cadre du transfert de compétences en matière de gestion des ressources naturelles, l'aménagement des massifs forestiers communautaires et/ou villageois constitue une importante opportunité pour la gestion efficace de ces ressources.

2.1.2 DES SYSTEMES DE PRODUCTION DOMINES PAR UNE AGRICULTURE PLUVIALE ASSEZ EXTENSIVE AVEC UN ELEVAGE EXTENSIF, CONDUISANT PAR ENDROITS A DES DEFICITS CEREALIERS, MALGRE L'EMERGENCE DE NOUVELLES CULTURES DE RENTE

La zone d'étude appartient au vaste ensemble du Mali – sud marqué par des systèmes de production avérés à dominance de coton et de céréales sèches dans la plus grande partie. Ces systèmes de production ont conduit à une mécanisation avec un faible taux d'intensification tout en maintenant un système pastoral extensif. L'enjeu fondamental est la gestion durable de ces terres suffisamment dégradées dans un contexte de manque de réserves, face à des besoins de plus en plus croissants.

Les principaux systèmes de production du cercle qui sont dominés par le coton, les céréales les autres cultures de rente associées et/ou substitues du coton déterminent en grande partie le zonage du cercle.

Un bilan céréalier déficitaire est enregistré dans plusieurs communes du cercle, une année sur deux. Cette situation démontre la précarité alimentaire du cercle. De 2009 à 2013, les communes de Koulikoro et de Dinandougou sont continuellement déficitaires. Celles de Sirakorola, Doumba et Tienfala sont toujours excédentaires. La commune de Méguétan est rarement excédentaire. Cette situation qui paraît structurelle pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs dont : (i) l'intensification de l'exode des jeunes vers notamment Bamako et Koulikoro, les zones d'exploitation minière (orpaillage), les terres aménagées et l'émigration vers le reste de l'Afrique et les autres continents ; (ii) l'insuffisance, la dégradation et la pauvreté des terres agricoles ; (iii) l'insuffisance des équipements et des aménagements agricoles.

Les cultures maraîchères et fruitières occupent une place de plus en plus importante dans les systèmes de production que dans le régime alimentaire des populations. Elles jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire dans tout le cercle, mais avec des poches de disparités importantes.

Développée dans le cadre d'une filière relativement intégrée, la culture du coton et des céréales a connu, une progression spectaculaire des productions et des superficies. Les rendements ne se sont pas améliorés. Cela signifie que l'augmentation et/ou la régression des productions sont liées plus aux superficies emblavées qu'aux rendements. La relative amélioration des productions est proportionnelle à l'extension des superficies emblavées et est quelque peu due à une amélioration des rendements. Notons que la filière du coton est souvent en proie à de nombreuses difficultés qui se traduisent, depuis le milieu des années 2000, par une évolution en dent de scie de la production cotonnière. L'émergence de nouvelles cultures de rente (sésame, soja, pourghère, dah, oseille de Guinée, piment, henné, etc.) offre aujourd'hui de nouvelles sources de revenus aux paysans du cercle. Ces cultures d'opportunité bénéficient de conditions agro-climatiques favorables à leur développement. Toutes ont connu un essor important ces dernières années. En effet le Gouvernement du Mali est engagé à développer de nouveaux systèmes de production autour de ces cultures pour compléter et/ou substituer le coton.

Dans tout le cercle, l'arboriculture connaît également un regain important. Des produits comme les mangues, les amandes d'anacardium occupent une place importante dans les productions de rente. Les productions fruitières ont augmenté entre 1999 et 2009, à un taux global de 14,2%. Leurs principales contraintes sont entre autres : les problèmes phytosanitaires, l'absence d'infrastructures de stockage, les difficultés de commercialisation, etc.

Les producteurs agricoles font toujours face à des difficultés d'approvisionnement en intrants notamment en engrais compte tenu de leurs coûts trop élevés. Par ailleurs, ces intrants alimentent une spéculation qui fait que les terres ne reçoivent que 20 à 50% des doses recommandées. Le niveau d'équipement des producteurs est de plus en plus précaire.

L'élevage sédentaire est de loin le plus important. Associé à l'agriculture, il est pratiqué partout dans Le cercle. Le type transhumant concerne principalement les éleveurs du Nord (Mopti, Tombouctou, etc.), à la frontière mauritanienne. Le cheptel est en constante augmentation. Ainsi, durant la décennie 1999-2009, le cheptel du cercle a augmenté au rythme de 6 à 10% par an. Cet accroissement des effectifs concerne toutes les espèces. Avec des pâturages aux capacités de charge de plus en plus dépassées, cet accroissement contribue largement à un surpâturage fait de divagation d'animaux qui anime des conflits souvent fratricides entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et allochtones. Les pâturages sont très dégradés ; les aménagements pastoraux notamment de pâturages naturels sont encore embryonnaires et/ou à très petite échelle, ainsi que la culture et le conditionnement des fourrages. La filière avicole a connu, pendant la décennie 1999-2009, un essor remarquable qui s'est traduit par une augmentation des effectifs de la volaille au rythme de 26,1% par an. La filière apicole se développe actuellement dans tout le cercle avec un accent particulier dans les concessions rurales en zones périurbaines de Bamako et de Koulikoro. La production et la transformation des produits demeurent encore artisanales.

Au regard de l'accroissement des productions, la pêche/pisciculture apparaît de plus en plus comme une activité émergente dans le cercle. L'intensification de la pisciculture permettra de renforcer cette tendance. Aussi, les perspectives de développement de la pêche et de la pisciculture sont dominées entre autres par (i) élaboration et mise en œuvre des schémas, de plans d'aménagement et d'occupation de l'espace ; (ii) la Gestion Durable des Terres ; la protection, la conservation et la restauration des pêcheries et des écosystèmes qui les sont liés ; (iii) élaboration des conventions communales et intercommunales de pêche, de gestion des pêcheries.

2.1.3 DES BESOINS EN SERVICES SOCIAUX DE BASE PEU SATISFAITS,

Au plan de la santé et des infrastructures, l'accessibilité aux centres de santé est souvent difficile. Plus de 70% de la population restent encore à 15 km ou plus d'un centre de santé. L'insuffisance et l'instabilité du personnel sanitaire est l'une des contraintes de même que l'utilisation relativement basse des services de consultation curative, toute chose liée à la prééminence des recours à la pharmacopée traditionnelle et aux thérapeutes praticiens.

Le taux de scolarisation a fortement baissé. Il a passé de 83,2% en 2009 à 70,4% en 2013. Cela indique l'insuffisance des investissements en matière d'éducation. Si les ratios élèves/maître et élèves/classe se sont améliorés, la qualité de l'enseignement à tous les niveaux demeure inquiétante.

Une grande partie de la population ne dispose pas encore de points d'eau moderne. En milieu rural, 416 personnes se partagent un point d'eau moderne contre 400 personnes comme norme recommandée. En milieu urbain, la norme est de 123 personnes pour un branchement contre 100 personnes comme norme recommandée.

Les services de l'hygiène et de l'assainissement sont insuffisamment mis à la disposition des populations. Le taux d'électrification du cercle est très faible, avec 80% des besoins en énergie

notamment domestique satisfaits encore avec le bois. Cependant, l'essor remarquable des énergies nouvelles et renouvelables (énergie solaire et biocarburant) est encourageant.

2.1.4 L'OCCUPATION ET UN FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE DU CERCLE CONTRAIRES PAR L'INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES ET LE POIDS EXCESSIF DE BAMAKO

Du fait de la proximité avec Bamako, Koulikoro a toujours été une zone de développement industriel. Cette tendance devrait se maintenir surtout avec l'avènement des industries extractives et l'intensification des activités d'extraction de matériaux de construction.

La grande influence de Bamako sur le développement du cercle s'exerce dans les domaines des industries et du commerce, des transports et de la communication, des extractions minières et, surtout de l'occupation et de l'organisation de l'espace et du territoire du cercle. L'occupation, l'organisation, le fonctionnement de l'espace du cercle sont contrariés par le phénomène de privatisation et d'accaparement des terres à travers les concessions rurales appartenant pour la plupart aux populations de Bamako. Aussi, beaucoup de services et d'infrastructures liés au développement urbain de Bamako occupent le cercle. L'enjeu majeur lié à ce poids important de Bamako est la gestion concertée de l'occupation et du fonctionnement de ces espaces partagés et/ou privatisés.

2.1.5 INSUFFISANCE DE LA GOUVERNANCE, PROBLEMATIQUE SECURITAIRE ET L'AMPLEUR DE LA PAUVRETE

Dans le cercle, les cadres de concertation de mobilisation et d'aide à la décision (CLOCSAD, CCOCSAD, organisation de la société civile, etc.) doivent être renforcés. Les organisations socio – professionnelles abondent dans le cercle. Elles constituent une grande partie de la société civile locale. Cependant, elles restent confrontées à des problèmes organisationnels, de faible niveau de partenariat, de faible niveau de formation des membres et à l'insuffisance de ressources financières. Les organes élus dans la plupart des communes font face à une insuffisance de rédevabilité. Les inégalités et disparités de genre s'observent dans tous les domaines de la vie économique et sociale du cercle. Les femmes ne représentent en effet pas plus de 15% des conseillers communaux. Leur proportion est assez faible aussi bien au niveau des postes de décisions qu'au niveau des bureaux des organisations socioprofessionnelles mixtes.

La sécurité dans le cercle est assurée par l'armée, la gendarmerie, la garde nationale, la police et la protection civile. Cette sécurité s'améliorera par une information/ sensibilisation des populations à travers les différents moyens de communications. L'appui des collectivités territoriales et des communautés est de plus en plus indispensable dans l'exercice du service de la sécurité. Ainsi pour rapprocher la sécurité aux populations et assurer une meilleure implication dans leur propre sécurité, la création de polices régionales, locales et/ou communale apparaît de plus en plus nécessaire.

CHAPITRE III. PROSPECTIVE TERRITORIALE DU CERCLE

3.1 LES ENJEUX

De l'analyse et du diagnostic de l'état des lieux, il ressort clairement que le cercle de Koulikoro fait face à cinq (5) enjeux majeurs tout aussi importants les uns que les autres :

- ✱ *un enjeu social* autour duquel la question de satisfaction des besoins en services de base comme l'alimentation en eau potable, l'accès aux services de santé de qualité, l'éducation et la formation, est clairement posée et avec acuité ;
- ✱ *un enjeu économique* en raison de la faible performance des vecteurs de croissance que sont en particulier les activités agro-sylvo-pastorales et la pêche, et qui au regard des aléas climatiques et de la faiblesse du tissu économique du cercle met à l'ordre du jour, la question centrale de la sécurité alimentaire, des cultures de rentes notamment le coton et les cultures émergentes, de l'emploi, de l'enclavement des zones de production, de l'industrialisation du cercle et du caractère largement informel du commerce, etc. L'une des questions fondamentales est également le très grand poids de la ville de Bamako dans le développement socioéconomique du cercle ;
- ✱ *un enjeu environnemental* qui pose le problème de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques à travers la survie des écosystèmes notamment forestiers et aquatiques, des zones humides, la lutte contre la dégradation et la pollution des sols et des eaux, ainsi que la préservation du patrimoine environnemental et culturel du cercle ;
- ✱ *un enjeu démographique, démocratique et de gouvernance, de sécurité et de lutte contre la pauvreté* qui pose la question du défi démographique, de la gouvernance locale en matière de développement, de sécurité et de répartition des ressources du cercle ;
- ✱ *un enjeu d'occupation, d'organisation et de fonctionnement équilibré et harmonieux de l'espace du cercle*, qui pose la question cruciale de la gestion foncière, de l'occupation et du fonctionnement du territoire du cercle en équilibre avec la présence de la ville de Bamako.

3.2 LA VISION DU SCHEMA

Après les analyses techniques objectives des données diagnostiques, et après avoir fait référence à la vision du SRAT, les collectivités, l'administration, les services techniques et la société civile se sont exprimées pour faire un consensus sur la vision du développement du cercle à l'horizon du schéma fixé en 2040. Ainsi l'atelier de validation du diagnostic a formulé la vision du SLAT comme suit :

« Faire du cercle de Koulikoro un pôle de production par excellence, à travers une diversification des activités économiques permettant à tous d'avoir un meilleur cadre de vie, l'accès aux services sociaux de base tout en favorisant la paix sociale et la bonne gouvernance locale ».

3.3 LES SCENARII

3.3.1 SCENARIO 1 : POURSUIVRE DES TENDANCES ACTUELLES ET LE CERCLE SUBIT LES EVENEMENTS :

Des systèmes de production sont dominés par une agriculture cotonnière et céréalière peu intensifiée avec un élevage extensif. La zone a subi les difficultés induites par la crise de ses cultures de rente que sont le coton et l'arachide. Les cultures émergentes, qui représentaient des opportunités conséquentes vingt ans auparavant, n'ont pas suffisamment été valorisées pour propulser le secteur agricole. Les rendements agricoles restent faibles et le spectre de l'insécurité alimentaire continue à planer sur le cercle.

Les taux d'infrastructures et d'équipements sont insuffisants et le désenclavement des zones de production demeure insuffisamment assuré. Le cercle est majoritairement une zone de pauvre. L'Indice de Pauvreté Communal (IPC) n'a que très légèrement baissé et la pression démographique ne semble pas être un facteur positif à l'amélioration des conditions de vie.

Les collectivités locales parviennent difficilement à parachever un modèle de développement local pour s'insérer dans le système d'acteurs territoriaux. Les compétences de l'ensemble des collectivités territoriales ne sont encore que faiblement assumées.

Les difficultés d'accès à la terre, aux intrants et aux équipements agricoles, le poids du crédit agricole, constituent les principaux goulots d'étranglement pour les pauvres. De ce fait, l'économie locale est affaiblie. Le non optimisation du secteur agricole a indubitablement affecté les possibilités d'émergence du secteur secondaire. Ainsi, la contribution de la zone à l'objectif de sécurité alimentaire au niveau local, régional et pour l'ensemble du pays ne se réalise pas de manière optimale et ce, malgré les investissements consentis en termes d'aménagements hydro-agricoles dans les zones inondables.

L'aridité climatique continue à accroître et les précipitations enregistrées, ponctuées de périodes de sécheresse extrême, demeurent inférieures à la moyenne. On note une diminution de la pluviométrie se traduisant par la poursuite de la descente des isohyètes vers le sud. Les cours d'eau tarissent de manière

précoce, s'ensavent et se comblent. Les ruissellements s'intensifient. Les niveaux hydrauliques des cours d'eau et les potentiels en eau demeurent précaires. La baisse conjuguée de la pluviométrie et du niveau hydraulique des cours d'eau a engendré le dépérissement sinon la disparition de nombreuses zones humides dont certaines avaient une importance capitale pour les communautés riveraines et les écosystèmes.

Il y a moins de 1,35 ha de terres cultivables par habitant. Presque 90% des terres cultivables sont déjà sous culture ; pour chaque hectare cultivé il y a moins d'un hectare en réserve ($PAT < 1$). La croissance démographique est forte, elle est égale ou supérieure à 2,9% par an. A cause de cette forte croissance démographique et du fait que l'espace sera saturée dans un proche avenir, il faut s'attendre à une intensification de la course à la terre. Les agglomérations comme Koulikoro, Nyamina, Tienfala, Kenenkoun, Sirakorola, Fegou, Massala, sont des villes à l'horizon du SLAT. Dans ce cadre, les concessions rurales en milieu périurbain (Bamako et Koulikoro) contribuent plus à la paupérisation des populations rurales dont les jeunes deviennent des chômeurs ruraux, des ouvriers agricoles ou empruntent le chemin de l'exode.

Pour le proche avenir, il faut s'attendre à davantage de diminution des superficies cultivées par habitant et à un morcellement des parcelles. Le croît rapide et continu du cheptel (5 à 10% par an) demeure. Dans tout le cercle, la capacité de charge est largement dépassée pour l'élevage (indice $> 1,7$). Les ressources en bois subissent une très forte pression (indices $> 1,8$), de manière que le potentiel de régénération des ligneux est sérieusement menacé et hypothéqué. Les eaux et les sols se dégradent du fait de la pollution agricole, domestique, artisanale et industrielle. La biodiversité se détruit et le maintien de l'équilibre des écosystèmes est compromis. Les feux de brousse continuent à être couramment pratiqués et détruisent le pâturage sur plus de 40% du territoire du cercle. Les ressources territoriales, potentialités de développement sont amoindries et la dégradation environnementale se poursuit.

La majorité de la population du cercle reste à 15 km ou plus d'un centre de santé. Le taux de scolarisation continue à régresser et plusieurs villages restent sans point d'eau moderne. Le taux d'électrification du cercle reste bas. Malgré l'émergence des énergies nouvelles et renouvelables, les besoins en énergie domestique demeurent satisfaits à 80% par le bois qui devient de plus en plus rare. Le commerce reste largement informel, l'industrie se développe grâce notamment à l'exploitation minière.

3.3.2 SCENARIO 2 : MIRAGE DES CULTURES DE RENTE ET LE POIDS ECRASANT DE BAMAKO

En 2032, une crise du coton et des autres cultures de rente sur lesquelles l'économie locale était fondée, a sévèrement affaibli le cercle. La dégradation importante de l'environnement international de ces produits a des répercussions considérables sur le territoire. Les cultures émergentes, qui offraient des possibilités de diversification des sources de revenus paysans, en 2015, sont affaiblies en quantité comme en qualité. Les comportements anthropiques ont dégradé les pâturages, ce qui a eu l'effet, sur vingt ans, de réduire les cheptels. Les zones de production demeurent fortement enclavées. L'Indice de Pauvreté Communal est nettement supérieur à celui de 2015. La pauvreté s'accroît et se généralise

dans tout le cercle du fait du poids du crédit agricole. Les rendements des cultures continuent leur chute,

Pendant que les superficies emblavées croissent de manière exponentielle. Il y a moins de 1,35 ha de terres cultivables par habitant. Presque 100% des terres cultivables sont déjà sous culture ; pour chaque hectare cultivé il y a moins d'un hectare en réserve ($PAT < 1$). Les difficultés d'accès à la terre, aux intrants et aux équipements agricoles, s'intensifient.

Le croît rapide et continu du cheptel (5 à 10% par an) demeure. Dans tout le cercle, la capacité de charge est largement dépassée pour l'élevage (indice $> 1,7$). Les ressources en bois subissent une très forte pression (indices $> 1,8$), de manière que le potentiel de régénération des ligneux est largement hypothéqué. La dégradation des terres et des ressources agro- sylvo-pastorales se manifeste par une vitesse alarmante, conduisant à la destruction de leur potentiel productif. L'utilisation massive des engrais chimiques est généralisée et contribue beaucoup à la dégradation des terres et des écosystèmes. Les sols demeurent très peu fertiles et les rendements diminuent inexorablement, La flore très utile à la restauration des terres et au maintien de l'équilibre des écosystèmes est détruite massivement. Les feux de brousse continuent à être couramment pratiqués.

Les taux d'infrastructures et d'équipements sont largement insuffisants et le désenclavement des zones de productions demeure insuffisamment assuré.

Les collectivités locales parviennent difficilement à assumer les compétences transférées. La dégradation des conditions de vie des populations induit par un accès inéquitable aux services sociaux de base, est due à la prise en charge non maîtrisée des acteurs locaux. L'insécurité alimentaire est perceptible dans plusieurs communes du cercle et les investissements consentis en termes d'aménagements hydro-agricoles et d'amélioration des systèmes de production sont de moins en moins appréciables. En 2040, les capacités financières des collectivités locales sont durement anéanties, sans avoir été réellement impulsée par les acteurs territoriaux, lors du processus de décentralisation. Les changements climatiques ont des impacts négatifs de plus en plus ressentis au niveau des populations du fait des mauvaises stratégies d'adaptation. L'aridité climatique continue à accroître et les précipitations demeurent inférieures à la moyenne. La descente des isohyètes vers le sud est inexorable. La plupart des cours d'eau sont définitivement à sec et/ou ont disparu du fait de l'envasement et de l'érosion sous diverses formes. La baisse conjuguée de la pluviométrie et du niveau hydraulique des cours d'eau a engendré le dépérissement si non la disparition de nombreuses zones humides.

La croissance démographique est forte, elle atteint 4% par an et le cercle vit un péril démographique. L'espace est largement saturé, la course à la terre est effrénée et les conflits entre producteurs et/ou communautés sont exacerbés. Le phénomène de l'urbanisation s'est accru considérablement et plus de 50% de la population du cercle vivent dans une ville. Les concessions rurales et urbaines (Bamako, Koulikoro, Tienfala, Nyamina, Massala, etc.) et les services et équipements liés au développement urbain de Bamako, occupent plus de 50% de la superficie du cercle. La gestion de l'occupation et du fonctionnement de l'espace du cercle dans ces conditions reste peu concertée et dominée par les préoccupations individuelles et privées.

Les politiques sont de moins en moins adaptés aux ressources territoriales et aux besoins de développement et du coup, elles contribuent à intensifier la dégradation de l'environnement et de la biodiversité.

La grande majorité de la population du cercle demeure à 15 km ou plus d'un centre de santé. Les CSCOM sont de moins en moins capables de faire face aux besoins en santé. Le taux de scolarisation continue sa régression et plusieurs villages restent sans points d'eau modernes. Le taux d'électrification du cercle reste bas et l'émergence des énergies nouvelles et renouvelables n'est plus perceptible du fait du coup élevé et non maîtrisé des équipements et l'impossibilité d'adaptation des technologies au pouvoir d'achat des populations. Les besoins en énergie domestique demeurent satisfaits à 80% par le bois qui devient plus cher et introuvable. Le commerce reste largement informel, l'industrie et l'exploitation minière stagnent.

3.3.3 SCENARIO 3 : LE CERCLE EMERGENT

Depuis deux décennies, les acteurs locaux ont mis en œuvre diverses politiques publiques permettant de valoriser les cultures émergentes pour palier d'éventuelles crises du coton. Le cercle aspire à une sécurité alimentaire renforcée avec le développement d'une agro-industrie performante. De plus, le renforcement du secteur industriel à travers la mise en place stratégique de nouvelles unités de transformation et de conservation, a permis d'optimiser les productions agricoles tout en les vendant à bon prix, sans les brader.

L'appui au secteur agricole s'étant fait avec un souci de préservation et de protection de l'environnement, la biodiversité du cercle reste riche et variée ; permettant d'augmenter les productions agro-industrielles et agro – sylvo – pastorales.

La préservation et l'aménagement des pâturages et les actions menées en faveur de la pratique de l'élevage garantissent son intensification et un cheptel en bonne santé. La superficie cultivable disponible se situe entre 2 et 3,5 ha par habitant pour tout le cercle car l'agriculture est de plus intensifiée et les terres sont de plus en plus mises en jachères. Des actions portant essentiellement sur l'amélioration « biologique » des rendements des cultures et de la productivité des sols sont réalisées. L'augmentation des productions n'est plus liée à l'extension des superficies emblavées, mais à l'amélioration des rendements en ce qui concerne toutes les spéculations agro – sylvo – pastorales.

La croissance du cheptel, toutes espèces confondues, est maîtrisée à 3% par an,. La capacité de charge est améliorée et maintenue (indices >0,9) pour l'élevage. Le niveau d'exploitation que les forêts pourraient supporter est maintenu et amélioré (indice = 0,8).

La croissance démographique est maîtrisée et maintenue autour de 2,9% par an. Le phénomène de l'urbanisation s'est accru de manière maîtrisée et plus de 40% de la population du cercle vivent dans une ville. Les concessions rurales et urbaines (Bamako, Koulikoro, Tienfala, Nyamina, Massala, etc.) et les services et équipements liés au développement urbain de toutes les villes existent sur le territoire du cercle dans un cadre concerté et partagé de gestion de l'occupation et du fonctionnement de l'espace du cercle, avec un rôle prééminent des autorités locales. L'influence de Bamako sur le développement du cercle est maîtrisée et transformée en grande partie en atouts.

Les vocations initiales des sols sont connues et leurs affectations fixées et effectivement respectées. La course à la terre est moins conflictuelle. Les risques de conflits entre producteurs quelques soient

leurs statuts par rapport à la terre sont minimisés. L'indice de Pauvreté Communal (IPC) baisse grâce au cycle prospère dans lequel le cercle est entré.

Les collectivités locales du cercle sont en mesure d'apporter des éléments indispensables au développement territorial du cercle dans un cadre renforcé de transparence et de redevabilité, avec les outils d'aide à la décision, de pouvoirs de concertation et de participation à la décision et des innovations techniques adéquates. En 2040, le cercle est un pôle d'excellence en matière de développement intégré. Les acteurs ont renforcé un maximum de capacités dans un cadre de développement durable.

La majorité de la population du cercle (60%) est à 5 km ou moins d'un centre de santé. Les CSCOM sont capables de plus en plus de faire face aux besoins en santé et aux cas d'infections particulièrement graves. Le taux de scolarisation augmente pour atteindre 90%. Le taux de préscolarisation a atteint 40% et le taux d'alphabétisation 60%. Les besoins des populations en eau potable sont satisfaits à 100% sur la base des normes internationales.

Le taux d'électrification du cercle atteint 50% avec une place prépondérante aux énergies nouvelles et renouvelables aussi bien en énergie domestique qu'en éclairage public et privé. Ainsi, seulement 40 à 50% des besoins énergétiques sont satisfaits à partir du bois. Les coûts des énergies nouvelles et renouvelables (solaire, gaz et biocarburant) sont maîtrisés avec des équipements et des technologies plus adaptés.

Le commerce s'organise et se développe. L'industrie et l'exploitation minière prospèrent. Les zones de production sont largement désenclavées avec des routes urbaines et interurbaines en bon état. La navigabilité du fleuve s'améliore et le chemin de fer Bamako – Koulikoro est réhabilité. La gouvernance s'améliore et la sécurité des personnes et des biens est de plus en plus efficacement assurée avec leur participation.

Tableau N° 1: Les hypothèses liées aux scénarios d'aménagement et de développement du cercle de Koulikoro

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 3 Scénario souhaité	Hypothèse 2 Scénario inacceptable
Environnement et gestion des ressources naturelles	Changements climatiques ; Sécheresse et Désertification ;	Menaces environnementales sur les fleuves Niger et les autres cours d'eau et les écosystèmes qui leurs sont liés ; Dégradation des forêts à un rythme de 8,3% par an conduisant à une dégradation des écosystèmes de 8 à 12% par an ; Pertes d'hydraulicité des cours d'eau de l'ordre de 975m3/s avec une réduction de débits de 12,5 m3/s par an; baisse de la pluviométrie est de 0,6% par an contre 1,4% pour les écoulements ; L'évaporation qui stagne à 3 200 mm /an entrainerait la perte de 3 millions d'eau pour les activités et les écosystèmes sur un plan d'eau de 100 ha ; Les températures continuent d'augmenter et vents deviennent de plus en plus violents	Adaptation au changement climatique Gestion des ressources naturelles avec accroissent de la couverture forestière à 27% en 2021 conduisant à une restauration assez importante des écosystèmes. Les pertes d'hydraulicité et de débits des cours d'eau sont substantiellement atténuées.	Augmentation du niveau de dégradation des ressources naturelles et des écosystèmes
Agriculture	Baisse pluviométrique Changements climatiques Invasion acridienne Conflits agriculteurs-éleveurs	Faible productivité de l'agriculture avec une émergence de nouvelles cultures de rente (autres que le coton et l'arachide) qui ont des rendements encore faibles (543 kg/ha pour le sésame) ; leurs productions croissent de 18%/an au même rythme que les superficies ; Les productions céréalières croissent de 1, 44% par an mais les rendements demeurent faibles ; Les rendements du coton baissent de 7% par an tandis que les superficies augmentent dans la même proportion ; Les rendements du riz croissent à un rythme (2,3%/an) > à celui des superficies (1,8%/an) ;	Faire de la zone l'un des « greniers » du Mali sur la base de l'amélioration de la productivité des sols et des rendements de toutes les cultures ; Les rendements croissent annuellement sur une base « Bio » en raison de 7% pour le coton, 7% pour les céréales sèches (maïs, mil, sorgho, niébé, etc.) ; 10% pour le riz, 15% pour les cultures de rente émergentes, 11% pour les cultures maraîchères ; Les superficies sous cultures décroissent par	Non exploitation des potentialités

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 3 Scénario souhaité	Hypothèse 2 Scénario inacceptable
		Le rendement des cultures maraichères croît au rythme de 9,2% / an ; Le déficit céréalier cumulé est > 12%/ des besoins par an sur l'ensemble de la zone du projet	l'installation d'un système de jachères à durée de plus en plus longue (2 à 5 ans) ; L'excédent céréalier atteint 30% des besoins dans toute la zone.	
Elevage	Aménagements hydro-agricoles et ses impacts sur les couloirs de passage du bétail Sécheresse et insécurité foncière (conflits avec l'agriculture et les autres activités)	Un secteur dynamique où s'active la quasi-totalité de la population ; Les effectifs croissent annuellement en raison de 13% pour les bovins, 16% pour les ovins, 21% pour les caprins, 9% pour les équins et 8% pour les asins ; Les taux de déstockage du bétail sont très faibles et les sous-produits de l'élevage sont peu valorisés ; Les productions fourragères baissent de 9,6% par an et les zones pastorales ne font toujours pas l'objet d'aménagement ; L'intégration élevage – agriculture est peu marquée et les conflits entre les éleveurs et les autres producteurs ruraux sont fréquents.	Accroître la rentabilité du secteur par une meilleure intégration agriculture/élevage ; Les croûts du bétail sont réduits avec un taux de déstockage de 20% des effectifs par an (Bovin : 10%, ovins : 12,5%, Caprin : 16,5%, équin : 7%, etc.) et les sous-produits de l'élevage sont davantage valorisés ; Les productions fourragères croissent au rythme de 10% par an, 40% des zones pastorales (pistes de transhumance, « bourtols », gîtes, espaces pastoraux, etc.) sont délimitées et aménagées.	Les aménagements hydro-agricoles constituent un frein au développement du secteur
Pêche	Conflits entre pêcheurs autochtones et pêcheurs migrants, ces derniers ne respectent pas toujours les zones de mise en défens et la législation en vigueur	L'existence de potentialités importantes des ressources hydriques (fleuve Niger, cours d'eau) toutefois le secteur est mal structuré	Faire de ce domaine un secteur émergent par la structuration et le renforcement des moyens d'action des acteurs	Non exploitation des atouts et potentialités du secteur

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 3 Scénario souhaité	Hypothèse 2 Scénario inacceptable
Occupation de l'espace et gestion foncière	Enjeux multiples autour du foncier Achat des terres ; Coûts très élevés des aménagements hydro-agricoles	Forte option agricole de la zone avec la mise en place d'importants aménagements hydro-agricoles ; Existence d'aménagement hydro- agricoles ; Taux élevé de gaspillage des eaux d'irrigation et risques élevés de pollution agricoles des eaux ;	Promouvoir un développement agricole durable basé sur la valorisation de l'important potentiel de la zone en aménagements hydro agricole et l'accès des populations à la terre, notamment aux parcelles aménagées ; Optimisation des systèmes d'irrigation pour réduire substantiellement les gaspillages d'eau ; les consommations d'eau en culture irriguée du riz seront amenées à 14 000 m ³ /ha/an ; Mettre en place un système de crédit adapté	La non exploitation de tout ce potentiel pour faire de l'agriculture le principal pilier de l'économie régionale Accaparement et privatisation incontrôlée des terres
Artisanat et industrie	L'industrie est dépendante de l'agriculture L'absence de diversification	L'industrie est fortement dépendante de l'agriculture	Soutenir le développement de l'agro-industrie par la promotion des filières agricoles, pastorales, forestières et favoriser une diversification industrielle	La non exploitation du potentiel industriel de la zone et des régions concernées
Formation-emploi	Problème de l'emploi des jeunes	Inadéquation formation/emploi	Développer des formations qui ciblent l'offre d'emploi de la zone notamment en matière d'A.T. et de GDT pour réduire le chômage rural	Chômage important de jeunes diplômés

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 3 Scénario souhaité	Hypothèse 2 Scénario inacceptable
Urbanisation	Maîtrise de gestion et de réponse à la demande d'infrastructure dans les différents cercles	Une zone encore rurale avec un taux d'urbanisation lent. Cependant, elle demeure sous une grande influence des villes de Ségou, San et Koutiala. Les relations ville – campagne toujours en faveur de la ville ne sont pas de nature à promouvoir la GDT.	Un développement urbain équilibré à l'échelle du territoire, notamment en matière de relations villes – campagnes, pour promouvoir la GDT	Persistances des disparités socio-spatiales
Santé	Mortalité maternelle et infantile, risque de récurrence des épidémies et des maladies endémiques	Niveau de couverture sanitaire insuffisant en qualité et quantité ; Prévalence assez élevée des maladies liées à l'eau et récurrence des infestations	Une couverture sanitaire en qualité et en quantité garantissant aux populations un accès facile à un coût abordable par les pauvres ; Les prévalences de maladies liées à l'eau sont mieux circonscrites et les ré infestations	Les disparités spatiales persistent
Education	Qualité de l'enseignement	Taux d'accès à l'éducation insuffisant, une recherche peu adaptée aux besoins des résultats de recherche	Une couverture en qualité et quantité pour améliorer le taux d'accès ; une recherche – développement adaptée aux besoins de promotion de la GDT	Persistance des disparités spatiales
Accès à l'eau potable et à l'assainissement	Qualité de l'eau et son contrôle ; le coût et l'adéquation des programmes et approches d'assainissement avec le caractère rural de la zone : l'insalubrité est – elle comprise comme un problème de bien-être.	Niveau d'accès à l'eau potable insuffisant en qualité et en quantité ; le manque d'hygiène et d'assainissement est un problème de santé publique et d'atteinte à l'environnement	Une couverture en eau potable assurée garantissant aux populations un accès facile et à un coût abordable pour le pauvre ; le taux de couverture atteint 100% ; L'assainissement et l'hygiène sont mieux pratiqués et incorporés aux systèmes de production qu'ils soient ruraux ou urbains ; le	Persistance des disparités spatiales

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 3 Scénario souhaité	Hypothèse 2 Scénario inacceptable
			taux d'accès à l'assainissement et à l'hygiène est d'environ 45%	
Infrastructures Désenclavement et Communication	Mauvais état des voies de circulation qui représente un frein aux activités économiques en générales (problèmes d'écoulement des productions, tourisme, etc.).	Une des zones du Mali les plus dotées en infrastructures routières, cependant insuffisance de l'entretien des routes et pistes surtout depuis le retrait de la CMDT de ce secteur ; dégradation des routes et enclavement de plus en plus prononcé des zones de production ; Impact négatif important (emprunts, carrières, etc.) des entretiens annuels des routes sur l'environnement et le processus de GST	Désenclavement de la zone par la mise en place de routes et de pistes de production durablement fonctionnelles ; atténuation des impacts négatifs des entretiens des routes et pistes sur l'environnement et la GDT	Le développement de la zone est entravé par l'enclavement
Décentralisation, gouvernance et sécurité	Problèmes d'articulation entre les différents niveaux de collectivités locales, d'implication et de responsabilisation des couches socioéconomiques les plus vulnérables notamment les femmes et les jeunes ; problème de gestion concertée des ressources partagées de part et d'autre des frontières par une approche de GDT	La faiblesse des ressources financières, humaines et des compétences des collectivités territoriales ; Insuffisance du transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales ; Coordination insuffisante des différents instruments de planification ; Participation insuffisantes des femmes et des jeunes à la prise de décisions et à la propriété notamment foncière ;	Les collectivités territoriales pilotent le développement régional et local dans un cadre plus cohérent ; L'approche genre est le fondement de l'aménagement du territoire et de la GDT ; .	La remise en cause du processus de décentralisation

CHAPITRE III : LES GRANDES ORIENTATIONS ET LES AXES D'AMENAGEMENT

Les grandes orientations du cercle ont été définies en harmonie avec la vision stratégique à long terme du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR), le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la région de Koulikoro. Ces orientations ont été formulées lors de l'atelier de planification avec la participation des représentants de tous les acteurs impliqués dans le processus. Au cours de cet atelier, les participants ont pris conscience des difficultés majeures qui freinent le développement du cercle. Ils ont également formulé les propositions de solution qu'ils jugent efficaces et durables à l'horizon du Schéma Local d'Aménagement du Territoire (SLAT). C'est dans ce contexte que les grandes orientations d'aménagement à l'horizon du Schéma Local d'Aménagement du Territoire (SLAT) ont été formulées.

Il faut rappeler que le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la région a retenu les orientations suivantes :

- ❖ Promouvoir un réseau de desserte permettant de soutenir le développement régional
- ❖ Créer une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement équilibré et favoriser une politique de gestion urbaine décentralisée et efficace.
- ❖ Assurer et garantir l'équité dans l'accès aux services sociaux de base
- ❖ Promouvoir une agriculture performante et durable adaptée aux réalités locales et permettant d'atteindre la sécurité alimentaire tout en se donnant comme perspective la diversification des productions et la multiplication des revenus des ruraux
- ❖ Promouvoir des pratiques environnementales et durables permettant de s'adapter aux changements climatiques et de préserver la biodiversité
- ❖ Promouvoir la diversité de l'économie régionale à travers des industries de la Région
- ❖ Valoriser l'image de la Région et ses spécificités territoriales à travers un accueil de qualité
- ❖ Reconnaître la place et les connaissances de la femme sur le territoire, pour l'optimisation des prises de décision en termes de développement
- ❖ Promouvoir une gouvernance territoriale

Les orientations retenues pour le cercle de Koulikoro sont formulées comme suit. Elles ont été déclinées en axes d'orientation, eux-mêmes en objectifs stratégiques.

1. **PROMOUVOIR ET VALORISER LES PRODUITS DU SECTEUR RURAL TOUT EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT ;**
2. **AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (SANTÉ, ÉDUCATION, EAU POTABLE) ET À L'ÉNERGIE ;**
3. **DESENCLAVER LE CERCLE ET ASSURER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS ;**
4. **VALORISER L'IMAGE DU CERCLE ET SES SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES À TRAVERS UN ACCUEIL DE QUALITÉ ET DIVERSIFIÉ ;**
5. **ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE.**

ORIENTATION I. PROMOUVOIR ET VALORISER LES PRODUITS DU SECTEUR RURAL TOUT EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT

AXE 1 : DÉVELOPPER ET INTENSIFIER LES PRODUCTIONS AGRICOLES

OS 1 : Adoption des nouvelles technologies en agriculture

Le niveau de mécanisation du cercle étant très faible, il faudra chercher à intégrer dans la production, les matériels modernes de travail du sol pour améliorer la production.

OS 2 : Adoption de semences améliorées pour augmenter les rendements :

Pour qui connaît la place d'une bonne semence dans la production, son utilisation doit figurer dans les priorités de développement de l'agriculture du cercle. Pour cela, l'agriculture doit se pencher sur les semences productives, résistantes aux adversités naturelles et relativement précoces.

OS 3 : Promotion du maraîchage pour la diversification des activités génératrices de revenus et amélioration du régime alimentaire de la population :

Le maraîchage est devenu une activité de plus en plus importante au Mali. Il contribue fortement à la sécurité alimentaire par son apport à une alimentation équilibrée et à une source de revenu conséquente pour les couches vulnérables du milieu rural. Il en est de même pour nombre de villes et de grandes agglomérations où de l'urbanisation grandissante a résulté une importante population urbaine créant ainsi une forte demande en produits alimentaires variés de type périssable tels que les légumes.

OS 4 : Renforcement de la lutte contre les déprédateurs :

Pour réduire les risques que sont les ennemis des cultures, il faudra prendre des dispositions conséquentes pour permettre à l'agriculture du cercle de s'épanouir d'avantage.

OS 5 : Promotion des aménagements hydro agricoles (plaines, mares et bas-fonds), pour la maîtrise des eaux de surface.

Le cercle dispose de potentialités aménageables. Pour réduire l'effet des caprices de la nature le cercle doit chercher les moyens pour l'aménagement des mares, plaines, et bas-fonds dont il dispose.

OS 6 : Lutte contre l'érosion (hydrique, éolienne et des berges) et l'ensablement

Vu le relief du cercle, les mesures de DRS/CES seront indispensables pour une agriculture qui se veut productive et respectant l'environnement.

AXE 2 : PROMOUVOIR LE SECTEUR PRIVE DANS LES FILIERES DE PRODUCTIONS VEGETALES COMME MOYEN DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE CREATION DE RICHESSES ;**OS 7 : Promotion de la transformation de produits de l'agriculture**

Dans le cercle la transformation des produits agricoles est presque inexistante. Pour davantage faire émerger le secteur de l'agro-industrie, certaines actions seront entreprises :

- renforcer les activités de transformation du pourghère ;
- appuyer la transformation du sésame ;
- créer les infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles;
- Renforcer la capacité des acteurs aux techniques de transformation ;
- Impliquer d'avantage les femmes dans le secteur ;

AXE 3 : AMELIORER LES PERFORMANCES DE L'ELEVAGE, A TRAVERS UNE MEILLEURE VALORISATION DES RESSOURCES PASTORALES DISPONIBLES (PATURAGES, EAU, CHEPTEL) ET LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE DANS LES FILIERES D'ELEVAGE ;**OS 8 : Renforcement des capacités de production de l'élevage**

Les capacités de production de l'élevage doivent être extensibles à travers :

- l'amélioration des espèces tout en tenant compte de leur adaptation ;
- le développement des infrastructures rurales (ouvrages de maîtrise d'eau, hydraulique pastorale) ;
- l'amélioration de la couverture sanitaire ;
- l'élaboration d'un schéma pastoral;
- l'application de la charte pastorale, son décret d'application et des conventions locales.

OS 09 : Promotion de l'aviculture et la cuniculture

L'aviculture est une stratégie bien en place dans l'équilibre alimentaire et dans la sécurité alimentaire. Sa pratique est présente dans presque toutes les concessions, mais sous forme traditionnelle. Aussi, elle est une activité secondaire pour la majorité des populations qui s'adonne à l'activité. Elle doit voir sa production augmenter de façon remarquable et constituer des sources de revenus importants à travers l'introduction d'espèces améliorées et la facilitation de l'accès au crédit.

OS 10 Promotion de l'embouche des petits ruminants pour préparer les communautés à la résilience aux différentes crises,**AXE 4 : AMELIORER LES PERFORMANCES DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES A TRAVERS LA MODERNISATION DE LA PECHE ARTISANALE ET L'AQUACULTURE :****OS 11 : Développement de la pisciculture et l'empoissonnement des mares pour améliorer la production aquacole.**

Le cercle dispose de beaucoup de potentialités permettant de développer ce secteur à travers l'aménagement des mares et la formation des acteurs communautaires.

AXE 5 : PRESERVER L'ENVIRONNEMENT PAR LA GESTION RATIONNELLE DES TERRES ET DE LA FLORE**OS 12 : Sauvegarde de la flore en impliquant d'avantage les communautés dans leur gestion****OS 13 : Mise en défens de certains domaines forestiers pour la sauvegarde des espèces animales et végétales en voie de disparition,****OS 14 : Promotion des actions de reboisement dans le but d'améliorer les conditions climatiques et satisfaire les besoins en bois de chauffe, de service et d'œuvre,**

Tableau N°2 : Synthèse de l'orientation I

Axes d'aménagement	Objectifs stratégiques
Développer et intensifier les productions agricoles	OS 1 : Adoption des nouvelles technologies en agriculture :
	OS 2 : Adoption de semences améliorées pour augmenter les rendements :
	OS 3 : Promotion du maraichage pour la diversification des activités génératrices de revenus et amélioration du régime alimentaire de la population :
	OS 4 : Renforcement de la lutte contre les déprédateurs :
	OS 5 : Promotion des aménagements hydro agricoles (plaines, mares et bas-fonds), pour la maîtrise des eaux de surface.
	OS 6 : Lutte contre l'érosion (hydrique, éolienne et des berges) et l'ensablement ;
Promouvoir le secteur privé dans les filières de productions végétales comme moyen de lutte contre l'insécurité alimentaire et de création de richesse	OS 7 : Promotion de la transformation de produits de l'agriculture :
Améliorer les performances de l'élevage, à travers une meilleure valorisation des ressources pastorales disponibles (pâturages, eau, cheptel) et la Promotion du secteur privé dans les filières d'élevage	OS 8 : Renforcer les capacités de production de l'élevage
	OS 9 : Promotion de l'aviculture et la cuniculture
	OS 10 : Promotion de l'embouche des petits ruminants pour préparer les communautés à la résilience aux différentes crises,
Améliorer les performances des productions halieutiques à travers la modernisation de la pêche artisanale et l'aquaculture	OS 11 : Développement de la pisciculture et l'empoissonnement des mares pour améliorer la production aquacole.
Préserver l'environnement par la gestion rationnelle des terres et de la flore	OS 12 : Promotion des actions de reboisement dans le but d'améliorer les conditions climatiques et satisfaire les besoins en bois de chauffe, de service et d'œuvre,
	OS 13 : Mise en défens de certains domaines forestiers pour la sauvegarde des espèces animales et végétales en voie de disparition,
	OS 12 : Promotion des actions de reboisement dans le but d'améliorer les conditions climatiques et satisfaire les besoins en bois de chauffe, de service et d'œuvre,

ORIENTATION II : AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (SANTE, EDUCATION, EAU POTABLE) ET A L'ENERGIE

AXE 6 : RENFORCER ET AMELIORER LE SYSTEME DE SANTE, EN L'ADAPTANT AUX CONDITIONS DU MILIEU, AUX ENJEUX LOCAUX ET REGIONAUX.

Le cercle est relativement bien équipé en infrastructures scolaires avec en moyenne 02 CSCOM par commune et 01 CSréf à Koulikoro. Cependant il existe des difficultés comme :

- difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques,
- insuffisance et instabilité du personnel de santé ;
- difficultés d'accès aux services de santé ;

L'amélioration du niveau de santé du cercle passe par des actions qui pallieront les difficultés sus citées. Il s'agit notamment :

OS 13 : Améliorer la fréquentation des structures sanitaires

Les stratégies de sensibilisation doivent avoir une approche de proximité étant entendu que la santé des populations est une question sensible. Il faut notamment :

- mener des actions de sensibilisation pour promouvoir la prévention des maladies endémiques (paludisme, diarrhées, fièvre typhoïde, etc.) et le VIH/SIDA ;
- renforcer l'enseignement des pratiques d'hygiène dans les classes primaires.

OS 14 : Renforcer les infrastructures, les équipements et le personnel qualifié

Des aires de santé ne sont pas encore pourvues de CSCOM, plusieurs CSCOM manquent d'équipements appropriés ou de personnel requis. Il convient donc de:

- construire de nouveaux CSCOM et d'en réhabiliter ;
- de recruter du personnel en nombre et en qualité et d'assurer son maintien ;
- de réunir les équipements nécessaires à un meilleur fonctionnement des structures sanitaires.

OS 15 : Promotion de la santé maternelle et infantile

La promotion de la Santé et la Reproduction est un gage de la promotion de la femme et d'un bien-être familial. Elle doit viser les objectifs suivants:

- obtenir l'adhésion de franges importantes de femmes au planning familial ;
- faire fonctionner normalement le système de référence-évacuation.

AXE 7 : RENFORCER ET AMELIORER LE SYSTEME DE L'EDUCATION, ET DE LA FORMATION EN L'ADAPTANT AUX CONDITIONS DU MILIEU, AUX ENJEUX LOCAUX ET REGIONAUX POUR ACCROITRE LES TAUX D'ALPHABETISATION ET DE SCOLARISATION ET ASSURER L'EDUCATION DE QUALITE POUR TOUS

OS 16 : Obtention d'un meilleur maintien des filles à l'école et une alphabétisation des femmes par la sensibilisation des populations

La population féminine étant plus importante que celle masculine, il convient d'accorder une place de choix à l'éducation de la petite fille, future femme de demain. Le rôle de la femme d'après la coutume locale est de s'occuper de la famille et de partager sa vie entre les grossesses et les travaux domestiques. Cette perception de la femme la réduisant à un « être du foyer et des enfants » doit pouvoir évoluer avec une scolarisation forte des filles et une alphabétisation accrue des femmes. Pour ce faire toutes les populations du cercle doivent être sensibilisées à travers :

- les moyens de communication modernes (radio, journaux, affiches, internet, etc.)
- les moyens traditionnels (crieur public, assemblées villageoises, bouche à bouche) ;
- les moyens culturels (théâtre, sketches)
- le recrutement d'un grand nombre d'enseignants du sexe féminin ;

OS 17 : Renforcement du personnel enseignant

Dans le cercle, le personnel enseignant est insuffisant et surtout dans les matières scientifiques. Ce qui existe est mal réparti. L'encadrement pédagogique est constitué en majorité de contractuels sans formation suffisante. Pour le développement de l'éducation dans le cercle, il faudra recruter les enseignants qualifiés et rechercher les moyens pour les maintenir en milieu rural.

OS 18 : Renforcement des infrastructures scolaires

Les infrastructures scolaires de base constituent le socle de la formation scolaire. Leur nombre, leur qualité et leurs performances sont déterminants dans la qualité de l'enseignement. Il sera envisagé dans la mise en œuvre du SLAT :

- la construction de nouvelles salles de classe en matériaux durs ou la réhabilitation d'anciennes ;
- l'aménagement d'infrastructures culturelles (bibliothèque, salles de lecture, salles de jeu) ;
- l'aménagement d'infrastructures sportives au sein des établissements.

OS 19 : Diversification de la formation

Il s'agira d'orienter très tôt la formation vers les besoins de la vie quotidienne (formation technique et professionnelle) et l'adapter aux besoins des acteurs du développement. Pour ce faire, il s'agira de créer des centres de formation dans le domaine agro-pastoral et doter ces centres en équipements et ateliers performants en vue de lier la formation théorique à la pratique tout en assurant les mesures d'accompagnement.

AXE 8 : PROMOUVOIR L'ACCES DU PLUS GRAND NOMBRE A L'EAU POTABLE, A L'HYGIENE ET A L'ASSAINISSEMENT EN PROMOUVANT DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT ADAPTES ;

La norme nationale qui est d'un point d'eau pour 400 habitants en milieu rural, les besoins en eau potable dans le cercle sont satisfaits à hauteur de un (1) point d'eau moderne pour 416 habitants. Au niveau de la commune urbaine de Koulikoro, considérée comme milieu urbain, les besoins sont satisfaits à hauteur de un (1) branchement pour 167 habitants, contre une norme recherchée de 01 branchement pour 100 habitants. Pour l'amélioration du niveau de satisfaction en eau potable du cercle il faut :

OS 20 : Amélioration de la desserte en eau potable par la création de nouveaux points d'eau

Pour qui connaît l'importance de l'eau potable pour l'accès à la santé. Il faudra créer d'autres points d'eau potable pour améliorer le nombre de 10 puits modernes du cercle. Les 416 points d'eau du cercle sont loin de satisfaire les besoins en eau des populations.

OS 21 : Amélioration des structures d'accès à l'hygiène et à l'assainissement

L'hygiène et l'assainissement restent des secteurs les moins développés du cercle. Seules les écoles et les services de santé sont assez pourvus en latrines. Les marchés, les gares et les autres places publiques sont peu dotés en infrastructures d'hygiène et d'assainissement. La localisation de la décharge finale de Noumoubougou sur le territoire du cercle, en absence de mesures adéquates apparaît de plus en plus comme une contrainte pour les populations locales

Tableau N°3 : synthèse orientation II

Axes d'aménagement	Objectifs stratégiques
Renforcer et améliorer le système de santé, en l'adaptant aux conditions du milieu, aux enjeux locaux et régionaux	OS 13 : Amélioration de la fréquentation des structures sanitaires
	OS 14 : Renforcement des infrastructures, les équipements et le personnel qualifié
	OS 15 : Promotion de la santé maternelle et infantile
Renforcer et améliorer le système de l'éducation, et de la formation en l'adaptant aux conditions du milieu, aux enjeux locaux et régionaux pour accroître les taux d'alphabétisation et de scolarisation et assurer l'éducation de qualité pour tous	OS 16 : Obtention d'un meilleur maintien des filles à l'école et une alphabétisation des femmes par la sensibilisation des populations
	OS 17 : Renforcement du personnel enseignant
	OS 18 : Renforcement des infrastructures scolaires
	OS 19 : Diversification de la formation
Promouvoir l'accès du plus grand nombre à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement en promouvant des systèmes d'assainissement adaptés	OS 20 : Amélioration de la desserte en eau potable par la création de nouveaux points d'eau
	OS 21 : Amélioration des structures d'accès à l'hygiène et à l'assainissement

ORIENTATION III : DESENCLAVER LE CERCLE ET ASSURER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

AXE 9 : DESENCLAVER LE CERCLE

OS 22 : Réalisation de voie de communication

Solliciter la construction de la route nationale N° 27 en 2 fois 2 voies et du pont de Kayo pour plus de fluidité sur l'axe cercle Koulikoro et les autres localités situées de part et d'autre du fleuve

OS 23 : Rénovation et construction des routes secondaires et pistes des autres communes du cercle.

AXE 10 : IMPLICATION DES COLLECTIVITES, DE LA SOCIETE CIVILE ET LA POPULATION DANS LA GESTION DE LEUR SECURITE

OS 24 : Information et sensibilisation à travers les différents moyens de communication.

Cela pour mettre tout le monde au même niveau d'information en vue de prévenir les conflits et autres sources d'insécurité.

OS 25 : Rénovation et construction des postes de sécurité de la gendarmerie, de la garde nationale, de la protection civile et de la police nationale en vue d'améliorer les conditions de travail des hommes

OS 26 : Dotation des services de sécurité en matériels logistiques appropriés en vue de renforcer la capacité opérationnelle des unités d'intervention.

OS 27 : L'appui des collectivités dans la prise en charge des services de sécurité opérant dans les communes en vue d'améliorer la qualité des services rendus.

Tableau N° 4 : synthèse orientation III

Axes d'aménagement	Objectifs stratégique
Désenclaver le cercle	OS 22 : Réalisation de voie de communication :
	OS23 : Rénovation et construction des routes secondaires et pistes des autres communes du cercle. Cela dans le cadre de leur développement
implication des collectivités, de la société civile et la population dans la gestion de leur sécurité	OS 24 : Information et sensibilisation à travers les différents moyens de communications
	OS 25 : Rénovation et construction des postes de sécurité de la gendarmerie, de la garde nationale, de la protection civile et de la police nationale en vue d'améliorer les conditions de travail des hommes
	OS 26 : Dotation des services de sécurité en matériels logistiques appropriés en vue de renforcer la capacité opérationnelle des unités d'intervention.
	OS 27 : L'appui des collectivités dans la prise en charge des services de sécurité opérant dans les communes en vue d'améliorer la qualité des services rendus.

ORIENTATION IV : VALORISER L'IMAGE DU CERCLE ET SES SPECIFICITES TERRITORIALES A TRAVERS UN ACCUEIL DE QUALITE

AXE 11 : PROMOUVOIR L'ECONOMIE MINIERE A TRAVERS LA DIVERSIFICATION ET VALORISER LES RESSOURCES DU SOUS-SOL PARALLELEMENT AU DEVELOPPEMENT RURAL POUR ACCELERER LA CREATION DE RICHESSES ET ASSOIR LES BASES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU CERCLE

Dans le cercle nous avons une exploitation de minerai de fer dans la commune de Tienfala et plusieurs sites d'exploitation de carrières artisanales de matériaux (sables, graviers, moellons, argiles) pour les travaux de génie rural et civil et l'artisanat (poterie). Les réserves en ces matériaux sont abondantes et de bonne qualité et doivent être valorisés d'avantage.

OS 28 : Amélioration de l'exploitation des sites de carrières artisanales de matériaux.

Les sables, graviers, moellons et argiles exploités sur le territoire du cercle peuvent causer des dommages sur le plan environnemental. Des actions doivent être menées pour atténuer autant que possible leurs actions

AXE 12 : RENFORCER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME POUR EN FAIRE DES CRENEAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE;

OS 29 : Développement des échanges internes et externes du cercle notamment avec la ville de Bamako.

L'influence de la capitale Bamako dans les activités d'échanges et d'industries, est à la base de la configuration de centres secondaires d'urbanisation, correspondants à des satellites de pôles économiques et de convergence des activités de développement à la faveur de l'amélioration des voies de communication.

OS 30 : Développement du tourisme du cercle

Le tourisme dans le cercle est en voie d'amélioration. Il serait d'avantage s'il est mieux organisé. Les sites comme le Nianankoulou et les festivals de Nyamina, le festival Daoulaba, sont des éléments qui peuvent drainés des touristes.

OS 31 : Valorisation des activités artisanales et structurer d'avantage les artisans

Le secteur de l'artisanat occupe une place importante dans le développement socioéconomique du cercle. Les avantages comparatifs du secteur se manifestent à travers entre autres : (i) la contribution à la création d'emploi des jeunes et des femmes (fortement représentative dans l'exécution des activités artisanales) ; (ii) la création de richesses et l'accroissement des ressources publiques par le paiement des impôts et taxes, toute chose contribuant l'essor du développement local.

Tableau N°5 : synthèse orientation IV

Axes d'aménagement	Objectifs stratégique
Promouvoir l'économie minière à travers la diversification et valoriser les ressources du sous-sol parallèlement au développement rural pour accélérer la création de richesses et assoir les bases d'un développement durable du cercle	OS 28 : Amélioration de l'exploitation des sites de carrières artisanales de matériaux.
Renforcer la productivité et la compétitivité du commerce, de l'artisanat et du tourisme pour en faire des créneaux de croissance économique	OS 29 : Développement des échanges internes et externes du cercle notamment avec la ville de Bamako. OS 30 : Développement du tourisme du cercle OS 31 : Valorisation des activités artisanales et structurer d'avantage les artisans

ORIENTATION V : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE : UNE GOUVERNANCE AMELIOREE GARANTISSANT LA SECURITE, LE DEVELOPPEMENT ET LA PAIX SOCIALE

AXE 13 : MOBILISATION DES RESSOURCES ET ANIMATION DES ORGANES DE COORDINATION

OS 32 : Restitution publique des comptes Administratifs : Présenter publiquement la gestion de la Commune

OS 33 : Elaboration d'un budget participatif : faire des consultations villageoises, débats publics etc.

OS 34 : Organisation de toutes les rencontres des différents niveaux de collectivité :
Il s'agit de présenter les bilans d'activités des services techniques déconcentrés de l'Etat (STDE) et des collectivités.

OS 35 : Promotion du contrôle périodique des Communes

Contrôler systématiquement la gestion des Communes, appuyer et orienter les CT dans leur prise de décisions.

Tableau N°6 : synthèse orientation V

Axes d'aménagement	Objectifs stratégique
Mobilisation des ressources et animation des organes de coordination	OS 31 : Restitution publique des comptes Administratifs OS OS 33 : Elaboration de budget participatif OS 34 : Organisation de toutes les rencontres des différents niveaux de collectivité
Exercice de la tutelle	OS 35 : Promotion du contrôle périodique des Communes

CHAPITRE IV : SCHEMA DE STRUCTURE

Le préalable pour les opérations d'aménagement du territoire est la définition et la délimitation de zones-territoires pour l'exécution des plans de développement. Il s'agit ici, de faire la typologie des territoires en fonction d'un ensemble de critères sociodémographiques, économiques et géographiques. L'occupation de l'espace du cercle est fortement orientée par :

- La présence du fleuve Niger, épine dorsale du cercle qui le travers du Sud – Ouest au Nord – Est. Il joue un grand rôle dans la répartition des populations et des activités et dans l'occupation de l'espace du cercle ;
- Le plateau Manding qui occupe essentiellement la partie Nord – Ouest du cercle ;
- La proximité de Bamako avec une grande influence économique et environnementale sur le cercle, incarnée par l'axe Bamako – Tienfala – Koulikoro ;
- Les densités de peuplement ;
- Les systèmes de production dominant qui sont essentiellement agro – sylvo – pastoraux notamment en milieu rural.

Ainsi, quatre (4) zones de territoire ou zones de peuplement se présentent, indiquant une répartition relativement équilibrée de la population. Les trois premières sont des espaces agro – sylvo – pastoraux.

a. La zone nord-est axée autour de Nyamina - ; elle présente beaucoup d'éléments de polarisation par la région de Ségou. Dans cette zone, le système de production est du type agro-sylvo – pastoral à dominance cultures pluviales notamment le coton. Les cultures céréalières et les cultures émergentes (pourghère, sésame, henné, etc.) se rencontrent ;

Supprimé: Tamani – Sirakorobougou

b. La zone centre, axée sur l'ensemble Dinandougou- Tougouni : elle est à cheval sur le fleuve qui contribue beaucoup à sa polarisation par la ville de Koulikoro. Le système de production est du type agro-sylvo – pastoral à dominance cultures pluviales notamment le coton. Les cultures céréalières et les cultures émergentes (pourghère, sésame, henné, etc.) se rencontrent. Notons que cette zone abrite de plus en plus de concessions rurales des populations de Koulikoro ;

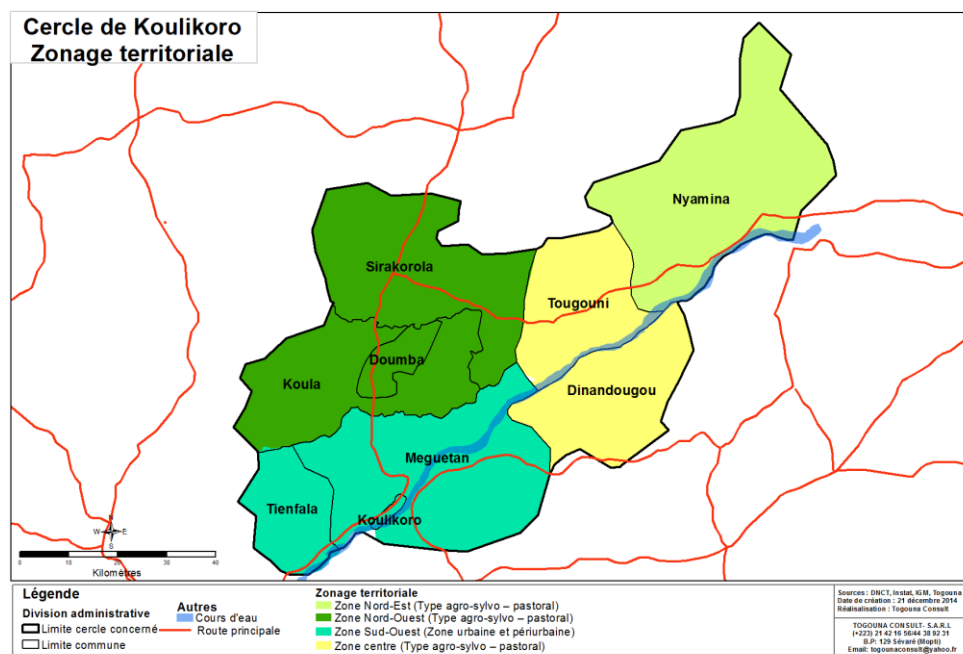
Supprimé: – Kamani

c. La zone Nord – Ouest de l'ensemble Doumba – Koula – Sirakorola -; marquée par la présence du plateau Manding avec un relief souvent accidenté. C'est la zone des terres impropres à l'agriculture surtout attelée. C'est la zone privilégiée des céréales sèches (mil, sogho, etc.), de l'arachide et autres cultures secondaires. Le système de production est du type agro-sylvo – pastoral à dominance cultures céréalières. Le coton y est peu cultivé. Les cultures émergentes (pourghère, sésame, henné, etc.) se rencontrent ;

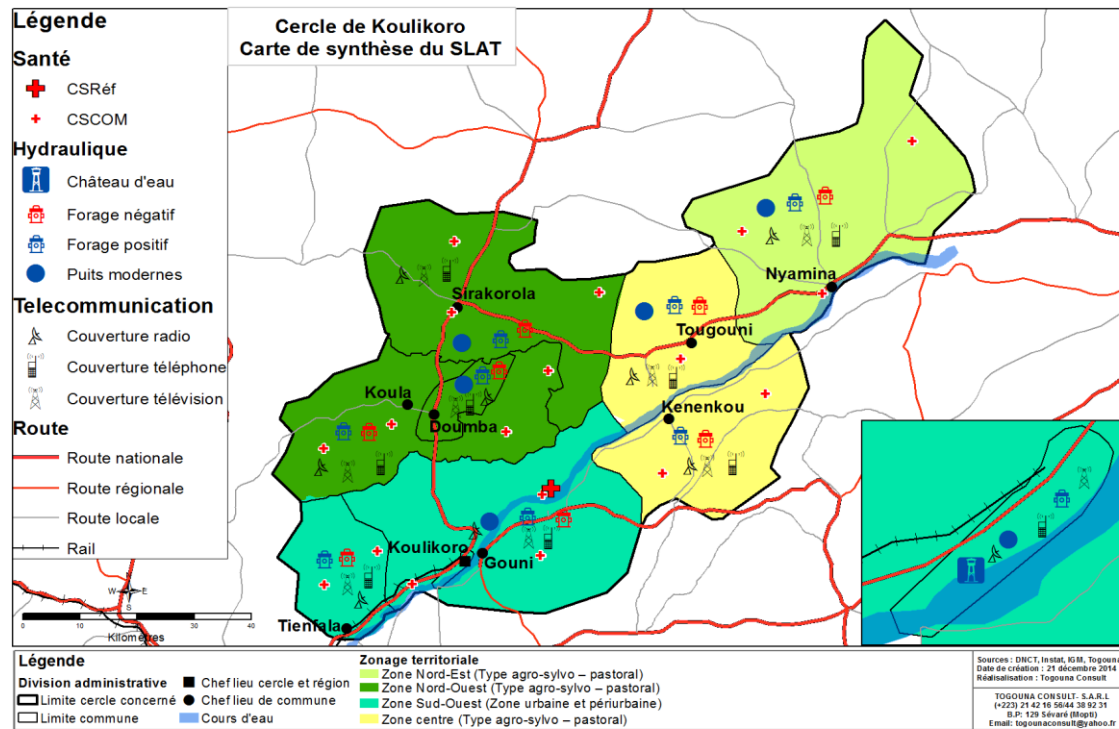
Supprimé: Chola

d. La zone sud – Ouest de l'ensemble Meguetan – Koulikoro – Tienfala. A cheval sur le fleuve Niger, elle est dominée par l'axe Bamako – Tienfala – Koulikoro. C'est un territoire à potentialités économiques et industrielles et à fort enjeux urbain. Zone de grande influence de la ville de Bamako, c'est la zone urbaine et périurbaine dominée par les concessions rurales, des zones industrielles, minières et de services liés à l'extension de la ville de Bamako. Le système de production agro-sylvo – pastoral est plus intensif.

Carte n° 11 : zonage Cartes du cercle



Carte n°12 : carte de synthèse du cercle



CHAPITRE V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

5.1 LA DIFFUSION ET LA COMMUNICATION

Le document du SLAT mérite d'être connu à tous les niveaux et en toutes circonstances. Il doit également faire l'appropriation par tous les acteurs au développement aussi bien à l'intérieur du cercle que par les partenaires installés ailleurs. Cela requiert avant sa mise en œuvre une campagne de promotion et de vulgarisation à grande échelle pour une meilleure appropriation par les acteurs concernés (État, collectivités territoriales, organismes de la société civile, communautés, partenaires au développement, organismes de financement, etc.). La diffusion et la communication constituent à cet effet des activités de toute importance qui doivent être conduites par le Cercle à travers le SEPASMOC.

Les activités porteront sur :

- la multiplication du document ;
- la distribution du document à tous les acteurs aux différents niveaux ;
- l'organisation d'ateliers d'appropriation ;
- le positionnement dans les rayons des centres de documentation, les bibliothèques publiques, les salles de lecture publique, etc.
- le positionnement sur le site Web du Cercle qui sera créé ;
- la conception et la diffusion de CD du SLAT ;
- la conception et la diffusion de magazines sur les médias nationaux, régionaux et locaux ;
- la conception et la diffusion d'articles dans la presse écrite ;
- etc.

5.2 LA MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES

Un système de suivi et d'évaluation performant n'est possible sans la mise en place d'un dispositif opérationnel de collecte, de traitement, d'analyse et de dissémination de statistiques fiables et à jour. Déjà lors de l'élaboration du diagnostic territorial, il a été mis en évidence la faible disponibilité de données sur le cercle. Il convient donc dans le cadre de la mise en œuvre du SLAT de :

- renforcer les capacités institutionnelles et humaines des structures de collecte;
- d'élaborer des outils de collecte d'informations ;
- d'opérer régulièrement des collectes ;
- de créer une base de données générales et spécifiques sur le SLAT ;
- de disposer d'un système d'informations géographiques;
- d'équiper le SEPASMOC en outils informatiques adéquats.

La base de données sera installée au Conseil de Cercle au niveau du SEPASMOC. Un personnel compétent doit être disponible pour la gestion quotidienne de la base. Celle-ci devra servir de référence pour l'ensemble des secteurs de développement du cercle.

5.3 LE FINANCEMENT

La mise en œuvre du SLAT sur une période de 30 ans mobilisera d'importants moyens financiers qui dépassent la seule capacité du Cercle. Tous les acteurs joueront leurs rôles de manière à permettre le financement des activités.

5.3.1 L'ETAT

Par ses fonctions régaliennes et sa puissance économique, la mise en œuvre du SLAT nécessitera la contribution des ressources publiques à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI). En effet, le financement public des programmes sectoriels qui ont des répondants au niveau du SLAT de Koulikoro constituera la participation nationale à la mise en œuvre du schéma.

5.3.2 LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Elles sont les premières actrices concernées et devront dans les limites de la légalité générer les fonds nécessaires pour le financement des activités, chacun en ce qui lui concerne sa partition territoriale.

5.3.3 LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS (PTF)

Il est attendu des PTF aux plans bilatéral et multilatéral d'accompagner la mise en œuvre du SLAT à travers la coopération décentralisée. Plusieurs formes de financement des PTF devront permettre de disposer des ressources financières importantes.

5.3.4 LA SOCIETE CIVILE ET LE SECTEUR PRIVE

Les composantes de la Société civile et du secteur privé pourront contractualiser avec l'Etat, les collectivités Territoriales (CT) pour réaliser des investissements publics.

5.4 LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Ils pourront être :

- le Budget National ;
- le Budget Spécial d'Investissement ;
- les Budgets de CT (fonds propres)
- l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) ;
- le Fonds Local d'Aménagement du Territoire (FLAT)
- le Fonds Régional d'Aménagement du Territoire (FRAT)
- le Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNAT)

CHAPITRE VI. LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DU SCHEMA

Le schéma est un document de planification stratégique par excellence. Il constitue un cadre de référence pour le développement économique et social de la collectivité. Il porte sur le long terme et doit permettre à terme d'aboutir à un développement harmonieux du cercle. Les différents plans, programmes et projets qui s'en découlent doivent le traduire en actions opérationnelles. Au Mali, dans la plupart des collectivités territoriales qui se sont dotées d'un schéma d'aménagement, généralement il n'y a pas de dispositif institutionnel mis en place pour identifier et mettre en œuvre des stratégies tendant à opérationnaliser l'outil. Le document devenant donc un « dossier classé » avec le gâchis financier que l'on peut déplorer.

Il devient donc impérieux de définir un mécanisme opérationnel de suivi et d'évaluation du Schéma Local d'Aménagement du Territoire (SLAT) pour s'assurer que les différentes actions prévues sont effectivement en train d'être mises en œuvre et que les objectifs intermédiaires et finaux retenus sont en voie d'être atteints.

Le mécanisme de suivi et d'évaluation nécessitera de définir :

- les organes ;
- les acteurs ;
- les méthodes et procédures ;
- les outils ;
- les mesures d'accompagnement

5.5 LES PHASAGES DU SLAT ET LES OUTILS DE MISE EN ŒUVRE

Pour la mise en œuvre du SLAT, des documents techniques de planification opérationnels sont élaborés périodiquement aux différents niveaux territoriaux. Il s'agit de :

- ❖ les Schémas Communaux d'Aménagement du Territoire (SCAT) : ils traduisent les orientations générales du SLAT au niveau communal ;
- ❖ les Schémas Directeurs sectoriels et spatiaux : il existe des schémas sectoriels qui doivent être élaborés sur la base des orientations définies par le SLAT dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, la pêche, l'urbanisme, les forêts, la santé, l'éducation, etc.
- ❖ le Plan Stratégique de Développement Local : il est plus opérationnel que le SLAT, et est destiné à traduire en actions les orientations stratégiques du SLAT. Il détermine les phasages du SLAT à moyen et long terme (7 à 10 ans). Les projets et programmes à élaborer s'en réfèrent directement ;
- ❖ les Plans de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC): ils sont les outils opérationnels par excellence et constituent les phasages séquentielles du SLAT. Ils permettent la programmation quinquennale des réalisations d'investissements physiques. Ils sont élaborés aux niveaux cercle et commune avec maîtrise d'ouvrage des conseils communaux ou du conseil de cercle ;
- ❖ les Projets : ils sont tirés des PDESC avec des objectifs précis dans le temps et dans l'espace.

5.6 LES ORGANES

Les organes ci-après seront mis en place :

5.6.1 UN SECRETARIAT PERMANENT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU SLAT « SEPASMOC »

Afin de donner un caractère spécifique et durable au suivi, il sera créé auprès du Président du Conseil de Cercle un Secrétariat Permanent de Suivi de la Mise en Œuvre du SLAT. Ce comité léger sera présidé par le 1^{er} vice-président du Conseil de Cercle (CC) et comprendra :

- 02 élus ;
- le Secrétaire Général du Conseil de Cercle ;
- 01 technicien
- 01 représentant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du cercle.

Le SEPASMOC a le portage institutionnel et politique du SLAT.

5.6.2 LE COMITE LOCAL D'ORIENTATION, DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT (CLOCSAD)

Il constitue le comité de pilotage du suivi du SLAT. Sa composition, ses missions et son fonctionnement sont prévus par le Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008 portant création des Comités Régionaux, Locaux et Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement. A travers ses commissions thématiques, il produit des rapports d'étapes qu'il envoie au SEPASMOC. Il se réunit en session périodique pour entériner le rapport produit par le SEPAMOC.

Tableau N°7 : Composition et rôle du CLOCSAD

ORGANES	MISSIONS	COMPOSITION
Secrétariat Permanent de Suivi de la Mise en Œuvre du SLAT	• Recherche de partenaires ; • Consolidation des rapports sectoriels;	• 02 élus ; • Secrétaire Général du Conseil de Cercle ; • 01 technicien • Un représentant des PTF
CLOCSAD	• Production de rapports périodiques sectoriels ; • Renseignement des indicateurs et outils de suivi des actions menées ; remontée des informations au niveau SEPASMOC	Voir Décisions

5.7 LES ACTEURS

- l'Etat ;
- l'Assemblée Régionale ;
- le Conseil de Cercle ;
- les Conseils communaux ;
- la société civile ;
- les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les populations
- le Secteur Privé ;

Tableau N°8 : rôles des acteurs

ACTEURS	ROLES
Etat	• contrôle de la légalité ; • cohérence des documents de planification avec les politiques publiques ; • Appui- conseil ; • Appui financier • mise en œuvre des compétences transférées ; • apport en ressources humaines
Assemblée Régionale	• recherche de partenaires ; • appui financier • mise en cohérence du développement de l'espace régional
Conseil e Cercle	• favoriser l'inter collectivité ; • recherche de partenaires ; • appui au mécanisme de suivi -évaluation
Conseils communaux	• renseignement des indicateurs et outils de suivi ; • remontée au niveau cercle ; • mise en œuvre de la partition communale ;
Société civile	• respect des orientations ; • appui financier ;
Partenaires Techniques et Financiers	• mise à disposition de ressources financières et/ou humaines ; • Appuis techniques ; • Participation au comité de pilotage ;
Secteur Privé	• Contractualisation pour la réalisation d'investissements ; • pour le développement territorial
Populations	• Adhésion populaire ; • Respect des engagements • Facilitations à tous les niveaux

BIBLIOGRAPHIE

- ADERE NORD, Elaboration des Perspectives Locales/Régionales de Développement, Programme
- Etude Nationale Prospective « Mali 2025 » Projet Etude Nationale Prospective Mali 2025, édition 2001 ;
- PRECAGED, juillet 2001, Guide Méthodologique d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement de Cercle,;
- MPAT, La Politique Nationale d'Aménagement du Territoire du Mali,
- INSTAT, 2010, Résultats provisoires du RGPH 2009,
- Assemblée Régionale de Koulikoro, Schéma Régional d'Aménagement du Territoire de Koulikoro;
- DRPSIAP Koulikoro, Annuaire Statistiques de la Région de Koulikoro, Années 2010, 2009, 2007